

ISRAËL.

L'APARTHEID EN ACTION

COMMUNICATION D'AMNESTY INTERNATIONAL POUR LA 43^E SESSION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR L'EPU, 9 MAI 2023

RÉSUMÉ (+ ANNEXES EN ANGLAIS)

Ces informations ont été préparées en vue de l'Examen périodique universel (EPU) d'Israël, qui se tiendra le 9 mai 2023. Amnesty International y évalue la mise en œuvre des recommandations adressées à Israël lors de son précédent EPU, notamment en ce qui concerne la détention arbitraire et la torture, la discrimination, les restrictions relatives au droit de circuler librement et l'impunité.

L'organisation analyse également le cadre national de protection des droits humains s'agissant de coopérer avec les mécanismes de la justice internationale, d'accepter l'application de la quatrième Convention de Genève et du droit international relatif aux droits humains dans les territoires palestiniens occupés (TPO), de ratifier sans réserve la Convention contre la torture, d'appliquer les recommandations des mécanismes de protection des droits humains et de créer une institution nationale chargée de protéger les droits humains.

En ce qui concerne la situation des droits humains sur le terrain, Amnesty International exprime ses préoccupations relatives aux expulsions forcées et aux démolitions de logements qui s'inscrivent dans le cadre d'un système discriminatoire s'apparentant à un apartheid contre la population palestinienne des TPO et d'Israël. Ses autres inquiétudes concernent les attaques contre la société civile palestinienne et les droits des objecteurs et objectrices de conscience refusant d'effectuer leur service militaire en Israël.

Le document se termine par une série de recommandations à l'intention d'Israël qui, si elles étaient mises en œuvre, contribueraient à améliorer la situation des droits humains dans ce pays.

LE PRÉCÉDENT EXAMEN ET SES SUITES

Détention arbitraire et torture

1. Bien qu'Israël ait souscrit à cinq recommandations visant la mise en conformité de la pratique de la détention administrative avec le droit international¹, en vue de faire cesser la détention arbitraire, le nombre de Palestinien-ne-s en détention administrative est passé de 445 en janvier 2018 à plus de 740, dont au moins deux enfants, en août 2022².
2. Malheureusement, Israël a simplement pris note des recommandations formulées par sept États l'exhortant à mettre fin à la torture et à se conformer à la Convention contre la torture et au protocole facultatif qui s'y rapporte³. Outre le fait que la détention administrative prolongée puisse s'apparenter en soi à un traitement ou un châtiment cruel, inhumain ou dégradant, des personnes détenues ont encore été fréquemment soumises à des actes de torture et d'autres mauvais traitements⁴. Sur les plus de 1 300 plaintes déposées auprès du ministère de la Justice israélien pour torture depuis 2001, seules deux ont donné lieu à une enquête judiciaire et aucune inculpation n'avait été prononcée à la fin de 2021⁵.

Discrimination à l'égard des Palestinien-ne-s en ce qui concerne les droits économiques, sociaux et culturels (DESC), en particulier le droit au logement

3. Israël a continué à violer le droit au logement des Palestinien-ne-s où qu'ils résident – en Israël comme dans les TPO sous occupation militaire – au moyen de politiques discriminatoires, notamment de démolitions (des informations détaillées sont fournies à la section « Situation des droits humains sur le terrain »). Israël a souscrit à deux⁶ des sept recommandations⁷ l'incitant à mettre fin à la discrimination en matière de DESC.
4. Israël a simplement pris note des 17 recommandations relatives à la cessation des activités de colonisation et a poursuivi l'expansion des colonies⁸. Les colonies israéliennes en Cisjordanie occupée, y compris à Jérusalem-Est, ont bénéficié de politiques favorables : ainsi, 2 888 nouveaux logements étaient en construction rien qu'en 2021⁹, en dépit de leur illégalité au regard du droit international.

Restrictions relatives au droit de circuler librement

5. Israël a simplement pris note de 11 recommandations visant la levée des restrictions qui pesaient sur le droit des Palestinien-ne-s de circuler librement dans les TPO¹⁰. Des centaines de restrictions permanentes ou temporaires empêchant les Palestinien-ne-s de circuler librement ont été maintenues par l'armée israélienne¹¹ et de nouveaux obstacles ont été dressés encore en septembre 2022, entravant l'accès aux soins de santé et à l'éducation¹². Le mur/barrière érigé par l'armée dans les TPO a continué à isoler quelque 11 000 personnes de leur communauté¹³.
6. Le blocus de Gaza, qui s'apparentait à une sanction collective, s'est poursuivi. Bien qu'Israël ait exprimé une opinion favorable au sujet d'une recommandation visant à ce que les contraintes pesant sur le droit de circuler librement ne restreignent pas les droits fondamentaux de la population, y compris l'accès aux soins de santé et à l'éducation¹⁴, dans la bande de Gaza, au moins cinq personnes, dont trois enfants, sont mortes depuis le début de 2022 alors qu'elles attendaient que l'armée israélienne leur donne l'autorisation de quitter le territoire sous blocus pour bénéficier d'une prise en charge médicale, ou qu'elles s'étaient vu refuser cette autorisation¹⁵ ; quatre personnes étaient mortes dans les mêmes conditions en 2021¹⁶.

Impunité pour les crimes de droit international

7. Bien qu'Israël ait souscrit à trois recommandations visant à prévenir et à sanctionner le recours excessif à la force¹⁷, les forces israéliennes ont continué à utiliser la force meurtrière dans les opérations de maintien de l'ordre, ce qui semble avoir conduit à des homicides illégaux, sur lesquels les autorités israéliennes n'ont pas mené d'enquête en bonne et due forme, d'où la quasi-absence de déclarations de culpabilité et de condamnations¹⁸. Seule une plainte

sur cinq déposées par des Palestinien-ne-s pour des faits de violence auprès de l'avocat général militaire en 2019 et 2020 a fait l'objet d'une enquête¹⁹.

8. Israël a souscrit à une seule recommandation²⁰ et a pris note de six autres concernant la fin de l'impunité pour les violations et les crimes de droit international, qui se sont poursuivis pendant la période visée²¹. Au cours des offensives militaires lancées à Gaza en mai 2021 et août 2022, l'artillerie israélienne et les bombardements aériens ont donné lieu à de possibles crimes de guerre dans le cadre d'attaques aveugles ou d'attaques directes contre la population civile²². Ces attaques n'ont pas fait l'objet d'une enquête en bonne et due forme de la part des autorités israéliennes²³, et rien n'indiquait que des investigations approfondies et impartiales étaient prévues.
9. Par ailleurs, Israël n'a pas souscrit aux recommandations de 15 États concernant la coopération avec des organes internationaux de suivi et d'enquête, y compris le Conseil des droits de l'homme [ONU] et la Cour pénale internationale (CPI), et a continué à ne pas coopérer²⁴.

LE CADRE NATIONAL DE PROTECTION DES DROITS HUMAINS

10. Israël a rejeté le mandat accordé au procureur de la CPI s'agissant d'enquêter sur la situation en Palestine²⁵, sapant ainsi le travail de la CPI et poussant d'autres États à prendre leurs distances par rapport à l'enquête²⁶, ce qui a eu des répercussions en matière de justice internationale, au-delà de la situation en Palestine²⁷.
11. Israël continue de contester l'applicabilité de la quatrième Convention de Genève et à rejeter ses obligations au regard du droit international relatif aux droits humains dans les TPO, en dépit du consensus international sur ce point²⁸.
12. Israël maintient ses réserves quant à la Convention contre la torture²⁹, lesquelles empêchent le Comité contre la torture [ONU] de se rendre dans le pays pour vérifier l'application du traité, et la Cour internationale de justice (CIJ) de statuer sur les différends relatifs aux actes de torture imputables à Israël.
13. En 2022, la Commission internationale indépendante chargée d'enquêter dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et en Israël (COI) a estimé que « les recommandations issues des rapports antérieurs concernant les causes profondes du conflit n'avaient pas été suffisamment appliquées », ce qui contribuait « aux tensions récurrentes, à l'instabilité et à la prolongation du conflit » entre les États³⁰. Israël a refusé de coopérer avec la COI.
14. Israël n'a pris aucune mesure pour mettre en place une institution nationale de protection des droits humains conformément aux Principes de Paris, bien que le pays ait accepté deux recommandations l'incitant à envisager de le faire³¹. Le contrôleur de l'État d'Israël, la Commission pour l'égalité de droits en faveur des personnes handicapées et l'Autorité pour la promotion du statut des femmes³² ne sont pas des institutions nationales de protection des droits humains.

LA SITUATION DES DROITS HUMAINS SUR LE TERRAIN

Apartheid et droit à un logement convenable

15. Israël a continué à entretenir un système d'apartheid à l'encontre des Palestinien-ne-s en Israël et dans les TPO, ainsi qu'à l'égard des réfugié-e-s palestiniens, en appliquant des lois, politiques et pratiques discriminatoires qui entraînent des déplacements forcés, ségréguent ces personnes et les dépossèdent de leurs terres et de leurs biens. Les Palestinien-ne-s n'avaient pas les mêmes droits en matière de nationalité ni le même statut, étaient soumis à d'importantes restrictions s'agissant du droit de circuler librement, et se trouvaient privés de droits sociaux et économiques, tandis qu'Israël réprimait la dissidence pour les opprimer et les dominer³³.

À l'intérieur d'Israël

16. Les Palestinien-ne-s réfugiés ou déplacés qui ont été dépossédés depuis les années 1940 ont toujours l'interdiction d'accéder à des terres et des biens qui appartenaient à leurs familles ou à eux-mêmes. Ainsi, 1 500 personnes déplacées du village d'Iqrit, près d'Acre (nord d'Israël), vivent actuellement à 20 kilomètres de là, bien que la Cour suprême leur ait accordé le droit de rentrer chez elles³⁴.
17. Les autorités israéliennes saisissent des terres appartenant à des Palestinien-ne-s tout en continuant à tenter de maximiser le contrôle des Israélien-ne-s juifs sur les terres, dans le prolongement d'une politique qui remonte à la fin des années 1940. Les citoyen-ne-s palestiniens d'Israël subissent des politiques discriminatoires en matière de logement, qui conduisent parfois à des expulsions forcées, en particulier dans le Néguev/Naqab³⁵. Entre 2019 et 2021, les autorités israéliennes ont démoli quelque 7 813 bâtiments, dont environ un cinquième avaient vocation d'habitation, dans 35 villages « non reconnus » du Néguev/Naqab abritant plus de 70 000 bédouin-e-s palestiniens de nationalité israélienne³⁶.
18. Environ 500 habitant-e-s de Ras Jrabah risquent d'être expulsés à tout moment pour que la ville juive voisine de Dimona, dans le Néguev/Naqab, puisse s'étendre, bien que des audiences aient été consacrées à cette affaire en mai 2022³⁷. Environ 350 villageois-es d'Umm al Hiran, dans le Néguev/Naqab (sud d'Israël), ont dû déménager dans un quartier bédouin réglementé par l'État, Hura, au plus tard en août 2018 pour permettre l'expansion de Bait Yatir, réservé exclusivement aux citoyen-ne-s de confession juive³⁸, dans la forêt de Yatir, plantée par le Fonds national juif (FNJ)³⁹.
19. Le FNJ, auquel appartiennent environ 13 % des terres publiques, a poursuivi sa politique consistant à ne pas louer de terres ni de logements à des personnes non juives. En janvier 2022, dans le cadre d'un projet de reboisement conduit par le FNJ, des terres ont été saisies à proximité du village bédouin de Sa'wa, ce qui a déclenché des manifestations⁴⁰.

À Jérusalem-Est

20. Quelque 229 377 colons continuent de vivre dans 14 colonies israéliennes à Jérusalem-Est sur 38 % du territoire occupé qui a été annexé illégalement, sur des terres dont des Palestinien-ne-s ont été expropriés⁴¹. Le 5 septembre 2022, le Comité d'urbanisme du district de Jérusalem a approuvé les plans de construction d'une nouvelle colonie, Givat HaShaked, comprenant 500 logements pour des citoyen-ne-s juifs d'Israël, dans le sud de Jérusalem-Est⁴². Entre 2018 et 2022, les services d'urbanisme de Jérusalem ont approuvé des plans et lancé des appels d'offres pour la construction de 4 368 logements dans les colonies israéliennes de Jérusalem-Est⁴³.
21. Au moins 40 biens immobiliers palestiniens à Jérusalem-Est ont été enregistrés au nom de propriétaires juifs dans le quartier de Sheikh Jarrah en 2021, faisant courir aux occupant-e-s le risque d'une expulsion forcée. Des familles palestiniennes vivant dans plus de 150 autres bâtiments d'habitation risquaient d'être expulsées de force depuis 2018, également sur la base d'une modification discriminatoire de la Loi de 1970 relative aux affaires juridiques et administratives qui permet aux personnes juives propriétaires avant 1948 ou à leurs héritiers de récupérer leurs biens à Jérusalem-Est⁴⁴. Des organisations de colons comme Elad s'appuient sur des lois discriminatoires et bénéficient de l'aide d'institutions publiques pour expulser des Palestinien-ne-s, comme la famille Sumarin de Silwan, dont le tribunal du district de Jérusalem a approuvé l'expulsion en décembre 2020⁴⁵. Les dispositions juridiques discriminatoires continuent d'exclure les demandes de Palestinien-ne-s dont les biens à Jérusalem-Est ont été confisqués après 1948.

Dans le reste des territoires palestiniens occupés

22. Entre 2018 et 2022, 4 323 Palestinien-ne-s habitant en Cisjordanie ont subi une expulsion forcée, et quelque 3 500 bâtiments ont été démolis en raison d'un système discriminatoire d'aménagement et de découpage du territoire⁴⁶. Plus de 5 000 autres Palestinien-ne-s risquent de subir une expulsion forcée de façon imminente⁴⁷, en particulier dans les communautés pastorales de la vallée du Jourdain telles que Humsa et Hadidiya, et dans le sud des collines d'Hébron. À Masafer Yatta, dans ce secteur, plus d'un millier de Palestinien-ne-s sont quotidiennement

victimes de violences de la part des forces armées et des colons, ainsi que de démolitions de logements, dont le seul but est de les expulser⁴⁸.

23. L'État d'Israël a poursuivi sa politique de saisie de terres, qu'il a étendue aux TPO à la suite de son occupation militaire, en 1967⁴⁹. Bien que la Cour suprême d'Israël⁵⁰ ait, en 2020, abrogé une loi de 2017 qui autorisait l'expropriation de terrains privés appartenant à des Palestinien·ne·s en Cisjordanie⁵¹, la décision de la Cour a confirmé que l'expansion de la colonie était un but légitime et a fait référence à d'autres moyens de procéder à l'expropriation, y compris l'Ordonnance militaire n° 59 concernant les biens publics (Judée et Samarie).
24. Les autorités ont « légalisé » rétroactivement l'expropriation de biens immobiliers⁵². En août 2021, la Haute Cour de justice a débouté des Palestinien·ne·s de Beita de leur requête contre la création d'Evyatar, un « avant-poste de colonie » sur leurs terres, au motif que la propriété foncière restait à déterminer⁵³. Le procureur général d'Israël a ensuite approuvé les résultats d'une enquête menée par l'administration civile israélienne, permettant ainsi de déclarer la zone « terres publiques »⁵⁴. Les autorités israéliennes ont permis à des colons de prendre violemment possession de terres privées appartenant à des Palestinien·ne·s, notamment près de Nabi Saleh, à l'ouest de Ramallah (nord de la Cisjordanie) en mars 2021⁵⁵. Entre début 2020 et fin septembre 2021, des organisations de défense des droits humains ont recensé 451 attaques perpétrées par des colons contre des Palestinien·ne·s et leurs biens, dont 245 ont visé des agriculteurs et agricultrices palestiniens sur leurs terres⁵⁶.
25. Parallèlement, les autorités israéliennes ont accordé des subventions, des avantages fiscaux, des services bon marché et des ressources pour encourager les Israélien·ne·s juifs à s'installer dans 279 colonies et des avant-postes illégaux occupant environ 40 % du territoire de la Cisjordanie (exception faite de Jérusalem-Est), où vivent plus de 465 400 colons israéliens⁵⁷. Entre 2018 et 2022, les services d'urbanisme israéliens ont approuvé des plans et lancé des appels d'offres pour la construction de 10 294 logements dans les colonies israéliennes de la zone C de la Cisjordanie (à l'exclusion de Jérusalem-Est)⁵⁸. Au cours de la même période et dans ce même secteur, le gouvernement israélien n'a délivré un permis de construire que pour 27 logements palestiniens⁵⁹.
26. Des centaines de logements ont été détruits à Gaza lors des offensives israéliennes de mai 2021 et d'août 2022⁶⁰. Environ un millier de logements ravagés pendant l'offensive d'Israël sur Gaza en 2014 n'avaient pas été reconstruits en 2022⁶¹. Il manque des matériaux de construction en raison du blocus imposé par Israël à Gaza depuis 2007⁶². Israël a continué à avoir recours illégalement à la force meurtrière pour restreindre l'accès des Palestinien·ne·s à une zone de 300 à 1 500 mètres de large à la périphérie de Gaza, laquelle couvre 35 % des terres agricoles de Gaza. Le pays a également limité l'accès à 85 % des zones de pêche de Gaza, tirant régulièrement sur les pêcheurs qui s'aventurent au-delà.

Libertés d'association et d'expression, et protection des défenseur·e·s des droits humains

27. Le 18 août 2022, les forces armées israéliennes ont fait irruption dans les locaux de sept organisations palestiniennes de la société civile à Ramallah, à savoir Addameer, Al Haq, Defense for Children International – Palestine (DCIP), l'Union des comités professionnels agricoles, le Centre Bisan pour la recherche et le développement, Health Work Committees et l'Union des comités de Palestiniennes, et ont saisi des dossiers et du matériel⁶³. Les opérations et les fermetures ont été réalisées en application d'une décision militaire fondée sur les Règlements de 1945 relatifs à la défense (état d'urgence).
28. Ces organisations avaient fait l'objet d'un piratage au moyen d'un logiciel espion⁶⁴ et été qualifiées, sans aucun fondement, de « terroristes » et d'« illégales » par le ministre israélien de la Défense en octobre 2021 et janvier 2020⁶⁵, ce qui avait mis un frein à leurs activités et levées de fonds, à la suite de l'adoption d'une loi israélienne de « lutte contre le terrorisme » en 2016⁶⁶. Addameer, Al Haq et DCIP travaillent dans le domaine du conseil juridique, du recueil et de la diffusion d'informations sur les droits humains, et du plaidoyer, notamment en communiquant des renseignements aux mécanismes des Nations unies et à la CPI dans le cadre de ses enquêtes. L'avocat d'Addameer, Salah Hammouri, est en détention administrative depuis le 7 mars 2022 et risque de se voir retirer le droit de vivre à Jérusalem, sa ville d'origine.

Liberté de conscience

29. Au moins trois objecteurs et une objectrice de conscience israéliens ont été emprisonnés à plusieurs reprises en août et septembre 2022 pour avoir refusé d'effectuer leur service militaire⁶⁷. Au moins 13 autres personnes ont été emprisonnées depuis 2018 pour des questions d'objection de conscience au service militaire⁶⁸.

RECOMMANDATIONS À L'ÉTAT SOUMIS À L'EXAMEN

Amnesty International appelle le gouvernement d'Israël à prendre les mesures suivantes :

Apartheid et droit à un logement convenable

30. Mettre fin au système d'apartheid en supprimant toutes les mesures de discrimination, de ségrégation et d'oppression actuellement en vigueur contre la population palestinienne, amorcer un examen de toutes les lois, réglementations, politiques et pratiques qui entraînent des discriminations raciales, ethniques ou religieuses et les abroger ou les modifier, afin qu'elles soient mises en conformité avec le droit international relatif aux droits humains et les normes en la matière⁶⁹.
31. Abroger ou supprimer, entre autres, les lois et règlements suivants, ou suspendre leur application jusqu'à ce qu'ils soient mis en conformité avec le droit international relatif aux droits humains, en particulier les dispositions qui interdisent la discrimination : la Loi de 1950 relative aux propriétaires non occupants (Loi relative au transfert de propriété), la Loi de 1953 relative à l'acquisition de terres, l'Ordonnance militaire n° 59 concernant les biens publics (Judée et Samarie) et l'Ordonnance britannique de 1943 sur les terres (acquisition à des fins publiques).
32. Accorder à tous les Palestinien-ne-s l'ensemble des droits fondamentaux et l'égalité en matière de droits humains, en Israël et dans les TPO, sans discrimination, tout en veillant à ce que le droit international humanitaire protège la population palestinienne des TPO.
33. Mettre un terme aux transferts forcés de population, aux arrestations arbitraires, à la détention administrative, à la torture et aux autres formes de mauvais traitements, aux homicides et blessures résultant d'actes illégaux, ainsi qu'aux restrictions concernant d'autres droits fondamentaux, comme la restriction arbitraire du droit des Palestinien-ne-s de circuler librement et de résider au sein de leur communauté, de leur droit à la vie de famille, et de leurs droits d'accéder à des moyens de subsistance, un logement, de la nourriture, de l'eau, des services de santé essentiels et une éducation.
34. Dans un premier temps, faire cesser immédiatement toutes les activités liées aux colonies, en vue de démanteler les colonies israéliennes dans les TPO.
35. Prendre des mesures adéquates pour garantir la non-discrimination, la transparence et le respect de l'obligation de rendre des comptes en ce qui concerne le découpage, l'affectation, la répartition et l'utilisation des terres publiques en Israël, et réformer à cette fin les institutions juives quasi-étatiques.
36. Veiller à ce que toutes les personnes illégalement expropriées et dont les logements ont été démolis en application de politiques discriminatoires puissent bénéficier de voies de recours adaptées.
37. Octroyer immédiatement une reconnaissance juridique et un statut aux 35 villages « non reconnus » du Néguev/Naqab, en accordant aux habitant-e-s une sécurité d'occupation sur le plan juridique et en mettant fin aux démarches qui visent à expulser de force les habitant-e-s des villages non reconnus.
38. Reconnaître le droit des réfugié-e-s palestiniens, ainsi que de leurs descendant-e-s, de rentrer sur les lieux que leurs familles ou eux-mêmes occupaient autrefois en Israël ou dans les TPO, et de bénéficier d'une restitution ou d'une indemnisation et d'autres recours efficaces pour la perte de leurs terres et de leurs biens, conformément au droit international.

Droit de circuler librement

39. Mettre fin au blocus de la bande de Gaza, ainsi qu'aux autres formes de restriction de la liberté de circulation des personnes et des marchandises dans les TPO, qui constituent des sanctions collectives.

Fin de l'impunité et coopération avec les institutions internationales

40. Garantir des enquêtes rapides, impartiales, indépendantes et efficaces sur les homicides illégaux présumés et les graves blessures, ainsi que les éventuels crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis par des représentant-e-s de l'État et des acteurs étatiques.
41. Accorder à Amnesty International et à d'autres organisations de défense des droits humains, ainsi qu'aux enquêteurs et enquêtrices nommés par les Nations unies, notamment à la COI et aux rapporteurs et rapporteuses spéciaux, un accès sans restriction à Israël et aux TPO, y compris la bande de Gaza, pour leur permettre d'enquêter sur les violations présumées du droit international commises par toutes les parties.
42. Coopérer avec la CPI dans le cadre de ses enquêtes, ainsi qu'avec les tribunaux nationaux ayant une compétence universelle.
43. Se conformer pleinement au droit international humanitaire, en particulier au principe de distinction, à l'interdiction des attaques aveugles et disproportionnées, et à l'obligation de prendre des précautions en cas d'attaque.

Libertés d'association et d'expression, et protection des défenseur-e-s des droits humains

44. Cesser de qualifier de « terroristes » et d'« illégales » les sept organisations palestiniennes de la société civile suivantes : Addameer, Al Haq, Defense for Children International – Palestine, l'Union des comités professionnels agricoles, le Centre Bisan pour la recherche et le développement, Health Work Committees et l'Union des comités de palestiniennes.
45. Annuler les décisions militaires ordonnant la fermeture de leurs locaux.
46. Autoriser le personnel de ces organisations à mener ses activités dans les domaines des droits humains, de la santé, de l'aide sociale et de la recherche sans qu'il ait à craindre d'être harcelé.
47. Libérer Salah Hammouri, à moins qu'il soit inculpé d'une infraction reconnue par le droit international, et cesser de menacer de l'expulser de Jérusalem.
48. Abroger ou supprimer, entre autres, les lois et règlements suivants, ou suspendre leur application jusqu'à ce qu'ils soient mis en conformité avec le droit international relatif aux droits humains, en particulier les dispositions qui interdisent la discrimination : la Loi de 2016 contre le terrorisme et les Règlements de 1945 relatifs à la défense (état d'urgence).

Liberté de conscience

49. Libérer immédiatement et sans condition les objecteurs et objectrice de conscience au service militaire.

¹ A/HRC/38/15/Addendum: <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G18/169/38/PDF/G1816938.pdf?OpenElement>

² Haaretz, « Number of Prisoners Held Without Trial in Israeli Jails Hits Highest Peak Since 2008 », 22 août 2022, <https://www.haaretz.com/israel-news/2022-08-22/ty-article/.premium/number-of-prisoners-held-without-trial-in-israeli->

- [jails-hits-highest-peak-since-2008/00000182-c053-d60d-a9b6-cfd7a79a0000](https://www.btselem.org/administrative_detention/statistics). Voir aussi : B'Tselem, Statistics on Administrative Detention, actualisé le 24 novembre 2021, disponible à l'adresse : https://www.btselem.org/administrative_detention/statistics
- ³ A/HRC/38/15, recommandations 118.72 [Fédération de Russie], 118.74 [Autriche], 118.75 [Irlande], 118.76 [Togo], 118.160 [Turquie], 118.162 [République bolivarienne du Venezuela], 119.4 [État de Palestine].
- ⁴ Comité contre la torture, Observations finales : Israël, 3 juin 2016, doc. ONU CAT/C/ISR/CO/5, paragraphes 22 et 23 ; Comité contre la torture, Observations finales : Israël, 23 juin 2009, doc. ONU CAT/C/ISR/4, paragraphe 17 ; Comité contre la torture, Observations finales : Israël, 23 novembre 2001, doc. ONU CAT/C/XXVII/Concl.5, paragraphe 6, alinéa e).
- ⁵ Addameer, *The Systemic Use of Torture and Ill-treatment at Israeli Interrogation Centers: Cases of Torture Committed at al-Mascobiyya Interrogation Center*, 23 janvier 2020, http://www.addameer.org/sites/default/files/publications/story_based_torture_final.pdf ; Public Committee against Torture in Israel (PCATI) et Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH), *War Crimes in the Interrogation Chamber: The Israeli Systematic Policy of Torture, Inhuman and Degrading Treatment, Unlawful Deportation, and Denial of Fair Trial of Palestinian Detainees*, juin 2022, https://stoptorture.org.il/wp-content/uploads/2022/06/FIDH-PCATI_Art.-15-communication-June-2022.pdf; PCATI, *Torture in Israel today*, 2022, <https://stoptorture.org.il/en/torture-in-israel-today/>.
- ⁶ A/HRC/38/15, recommandations 118.127 [Japon], 118.129 [Belgique].
- ⁷ A/HRC/38/15, recommandations 118.127 [Japon], 118.129 [Belgique], 118.131 [France], 118.132 [Slovénie], 118.177 [Namibie], 118.178 [Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord], 118.179 [Équateur].
- ⁸ A/HRC/38/15, 118.152 [Équateur], recommandations 118.153 [Bahreïn], 118.177 [Namibie], 118.184 [Bahreïn], 118.210 [Afrique du Sud], 118.211 [Jordanie], 118.212 [Qatar], 118.213 [Suisse], 118.214 [Turquie], 118.215 [Japon], 118.216 [Fédération de Russie], 118.219 [Émirats arabes unis], 118.220 [Maldives], 118.221 [Malaisie], 118.223 [Égypte], 118.224 [République bolivarienne du Venezuela], 118.225 [Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord], 118.226 [Algérie].
- ⁹ Peace Now, *Data – Construction*, undated, <https://peacenow.org.il/en/settlements-watch/settlements-data/construction>
- ¹⁰ A/HRC/38/15, recommandations 118.152 [Équateur], 118.172 [Islande], 118.173 [Turquie], 118.174 [Maldives], 118.175 et 118.221 [Malaisie], 118.176 [Canada], 118.185 [Qatar], 118.186 [Suisse], 118.187 [Bahreïn], 118.188 [Autriche], 119.5 et 119.8 [État de Palestine].
- ¹¹ OCHA TPO, *West Bank Access Restrictions / June 2020*, 9 juillet 2020, <https://www.ochaopt.org/content/west-bank-access-restrictions-june-2020>
- ¹² B'Tselem, « Soldiers block two roads near Khirbet 'Atuf in the northern Jordan Valley », 15 septembre 2022 https://www.btselem.org/video/20220915_israeli_soldiers_block_two_roads_near_khirbet_atuf_in_the_northern_jordan_valley
- ¹³ OCHA TPO, « 16 years after the International Court of Justice Advisory Opinion, some 11,000 Palestinians are still isolated by the Barrier », 25 août 2020, <https://www.ochaopt.org/content/16-years-after-international-court-justice-advisory-opinion-some-11000-palestinians-are>
- ¹⁴ A/HRC/38/15, recommandation 118.101 [Australie].
- ¹⁵ Al Mezan, « Al Mezan holds Israel responsible for the death of 6-year-old patient in Gaza denied exit permit to access needed care in Jerusalem », 27 août 2022, <https://www.mezan.org/en/post/24172>; Defense for children international Palestine, « Leukemia, a brain tumor, and a hole in the heart, Three Palestinian children die trying to access medical care outside of Gaza », 14 septembre 2022, https://www.dci-palestine.org/leukemia_brain_tumor_and_a_hole_in_the_heart_three_palestinian_children_die_trying_to_access_medical_care_outside_of_gaza
- ¹⁶ Medical Aid for Palestinians and Al Mezan, *Delayed, Denied and Deprived: The Collective Punishment of Palestinian Patients in Gaza in the Context of Israel's 15-Year Blockade*, juin 2022, <https://www.map.org.uk/downloads/map-al-mezan-access-to-health-online.pdf>, p. 10.
- ¹⁷ A/HRC/38/15, recommandations 118.67 [Espagne], 118.66 [Madagascar], 118.155 [Costa Rica].
- ¹⁸ Palestinian Center for Human Rights and B'Tselem, *Unwilling and Unable: Israel's Whitewashed Investigations of the Great March of Return Protests*, December 2021, https://www.btselem.org/sites/default/files/publications/202112_unwilling_and_unable_eng.pdf
- ¹⁹ Yesh Din, *Data sheet: Law enforcement against Israeli soldiers suspected of harming Palestinians, 2019-2020 summary*, 25 mai 2022, <https://www.yesh-din.org/en/march-2022-data-sheet-law-enforcement-against-idf-soldiers-suspected-of-harming-palestinians-2019-2020-summary/>
- ²⁰ A/HRC/38/15, recommandation 118.167 [France].
- ²¹ A/HRC/38/15, recommandations 118.154 [Turquie], 118.156 [Espagne], 118.157 [République bolivarienne du Venezuela], 118.167 [Australie], 118.85 [Malaisie], 119.5 [État de Palestine].
- ²² Amnesty International, *They were just kids: Evidence of War Crimes during Israel's August 2022 Gaza Offensive*, 18 octobre 2022 [sous presse au moment de la rédaction du présent document] ; Amnesty International, « Israël et territoires

- palestiniens occupés. Une enquête pour crimes de guerre doit être menée sur les attaques israéliennes contre des habitations à Gaza, 17 mai 2021, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2021/05/israelopt-pattern-of-israeli-attacks-on-residential-homes-in-gaza-must-be-investigated-as-war-crimes-2/>
- ²³ Yaniv Kubovitch, « אחראי התחקיר הצה"ל על התודעה: הפלת מגדל התקשורת בעזה - גול עצמי » [The head of the IDF investigation upon reflection: « The downing of the media tower in Gaza was an own goal »], 24 octobre 2021, <https://www.haaretz.co.il/news/politics/2021-10-24/ty-article.premium/0000017f-e991-d62c-a1ff-fdfb15f80000>
- ²⁴ A/HRC/38/15, recommandations 118.23 [Timor-Leste], 118.24 [Albanie], 118.25 [État plurinational de Bolivie ; Honduras], 118.26 [Tchéquie], 118.27 [Portugal], 118.28 [Lettonie], 118.29 [Suisse], 118.30 [Botswana], 118.149 [Mexique], 118.150 [Bolivie], 118.16 [Timor-Leste ; France ; Honduras ; Monténégro], 118.17 [Lettonie].
- ²⁵ Ministère israélien des Affaires étrangères, « Remarks by PM Netanyahu on the ICC Decision », 3 mars 2021, <https://www.gov.il/en/Departments/news/remarks-by-pm-netanyahu-on-the-icc-decision-3-march-2021>
- ²⁶ Stefan Talmon, « Germany publicly objects to the International Criminal Court's ruling on jurisdiction in Palestine », 11 février 2021, <https://gpil.jura.uni-bonn.de/2021/02/germany-publicly-objects-to-the-international-criminal-courts-ruling-on-jurisdiction-in-palestine/>
- ²⁷ Amnesty International, « 20 ans de la CPI : la politique du deux poids deux mesures n'a pas sa place dans la justice internationale », 1^{er} juillet 2022, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2022/07/the-icc-at-20-double-standards-have-no-place-in-international-justice/>
- ²⁸ Peter Mauer, « Challenges to international humanitarian law: Israel's occupation policy », International Review of the Red Cross, Winter 2012, <https://international-review.icrc.org/sites/default/files/irrc-888-maurer.pdf> ; Cour internationale de justice, Legal Consequences of the Construction of a Wall in the Occupied Palestinian Territory, Advisory Opinion, I.C.J. Reports 2004, par. 101, par. 106 et 111 à 113 ; CRC/C/ISR/CO/2-4, par. 3 ; CAT/C/ISR/CO/5, par. 8 ; A/69/347, par. 3 à 6 ; A/HRC/12/37, par. 5 à 9.
- ²⁹ État des traités des Nations unies, Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, situation au 26 septembre 2022, https://treaties.un.org/pages/ViewDetails.aspx?src=IND&mtdsg_no=IV-9&chapter=4&clang=fr.
- ³⁰ Nations unies, Rapport de la Commission internationale indépendante chargée d'enquêter dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et en Israël, doc. ONU A/HRC/50/21, 9 mai 2022, <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G22/337/19/PDF/G2233719.pdf?OpenElement>.
- ³¹ A/HRC/38/15/Add.1, recommandations 118.36 (Thaïlande) et 118.46 (Rwanda).
- ³² The Minerva Center for Human Rights and the Hebrew University of Jerusalem Faculty of Law, - מוסד זכויות אדם מדי תי בישראל - אפשרויות ומגבלות [A National Human Rights Institution in Israel – Possibilities and limitations], avril 2019, https://en.minervacenter.huji.ac.il/sites/default/files/minervacenteren/files/mvds_zkvyvt_dm_mdnynt_byshrl_-_pshrvyvt_vmgblvt.pdf
- ³³ Amnesty International, *Israel's apartheid against Palestinians: Cruel system of domination and crime against humanity*, 1^{er} février 2022, <https://www.amnesty.org/en/documents/mde15/5141/2022/en/>.
- ³⁴ Haute Cour de justice d'Israël, HCJ 64/51, *Mabda Hana Daud et al. c. ministre de la Défense et al.*, Pesek Din [décision] 5 1117, rendue le 31 juillet 1951, in *The Palestine Yearbook of International Law, Law Reports*, 2002, doi: <https://doi.org/10.1163/221161403X00118>
- ³⁵ Adalah, Spatial Segregation in Israel, 3 juin 2021, https://www.adalah.org/uploads/uploads/Report_Spatial_Segregation_to_UN_SR_Dec21.pdf
- ³⁶ Negev Coexistence Forum, undated, Reports and Position Papers, <https://www.dukium.org/reports-and-position-papers/>, consulté le 4 octobre 2022.
- ³⁷ Amnesty International, « Israël et territoires palestiniens occupés. Il faut annuler le projet de transfert forcé du village bédouin de Ras Jrabah dans le Néguev/Naqab », 22 mai 2022, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2022/05/israel-opt-scrap-plans-for-forced-transfer-of-palestinian-bedouin-village-ras-jrabah-in-the-negev-naqab/>
- ³⁸ Bait Yatir community website, undated, מרוכז השכונה ותכנית הבתים דגמי פירוט [modèle de logement et plan de quartier - résumé] <http://www.byatir.org/wp-content/uploads/2017/01/%D7%94%D7%A4%D7%A7%D7%90%D7%95%D7%AA.pdf>, consulté le 4 octobre 2022.
- ³⁹ Neve Gordon, « Volunteers », 1^{er} mai 2018, London Review of Books; +972 Magazine, "Bedouin village of Atir to be replaced with forest of 'Yatir'", 16 juin 2015, <https://www.972mag.com/bedouin-village-of-atir-to-be-replaced-with-forest-of-yatir/>.
- ⁴⁰ Negev Coexistence Forum, « KKL-JNF afforestation is threatening the Bedouins' lives », 25 janvier 2022, <https://www.dukium.org/kkj-jnf-afforestation-is-threatening-the-bedouins-lives-25-1-22/>
- ⁴¹ Peace Now, undated, Settlement Watch – data – Jerusalem, <https://peacenow.org.il/en/settlements-watch/settlements-data/jerusalem>, consulté le 4 octobre 2022.
- ⁴² Peace Now, « The plan for the construction of Givat Hashaked was approved for depositing », 5 septembre 2022, <https://peacenow.org.il/en/the-plan-for-the-construction-of-givat-hashaked-was-approved-for-depositing/>; Ir Amim, « Israel Advances Plans for Over 1900 New Housing Units in East Jerusalem », 14 juillet 2022, <https://mailchi.mp/ir-amim/israel-advances-plans-for-over-1900-new-housing-units-in-east-jerusalem>.

- ⁴³ Peace Now, undated, Settlement Watch – Jerusalem data, <https://peacenow.org.il/en/settlements-watch/settlements-data/jerusalem>, consulté le 10 octobre 2022.
- ⁴⁴ Ir Amim, *Settlement of Land Title in East Jerusalem: A Means of Dispossessing Palestinians from their Lands and Homes*, mars 2022, <https://www.ir-amim.org.il/sites/default/files/Settlement%20of%20Title%20in%20East%20Jerusalem%20March%202022.pdf>
- ⁴⁵ Ir Amim, *2021 in review: Israel's policy in East Jerusalem*, janvier 2022, <https://www.ir-amim.org.il/sites/default/files/Ir%20Amim%20Summary%202021%20of%20Israeli%20Policy%20in%20East%20Jerusalem%2030%20January%202022.pdf>
- ⁴⁶ UN Office of the Coordinator of Humanitarian Affairs (OCHA) – OPT, Data on demolition and displacement in the West Bank, septembre 2022, <https://www.ochaopt.org/data/demolition>
- ⁴⁷ B'Tselem, non daté, Palestinian Communities Facing Expulsion, https://www.btselem.org/communities_facing_expulsion, consulté le 4 octobre 2022.
- ⁴⁸ Amnesty International, « Israël et territoires palestiniens occupés. Il faut annuler le projet de transfert forcé du village bédouin de Ras Jrabah dans le Néguev/Naqab, 19 juillet 2022, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2022/07/israel-opt-immediately-halt-forced- eviction-of-more-than-1000-west-bank-residents-and-stop-demolitions-of-bedouin-homes-in-the-negev-naqab/>
- ⁴⁹ Le régime foncier comprend une législation – notamment la Loi de 1950 relative aux propriétaires non occupants (Loi relative au transfert de propriété), la Loi de 1953 relative à l'acquisition de terres et l'Ordonnance britannique de 1943 sur les terres (acquisition à des fins publiques) – et des institutions gouvernementales et semi-étatiques ainsi qu'un système judiciaire d'appui ; il s'applique aussi à Jérusalem-Est depuis l'annexion de 1967. Israël a utilisé des législations d'exception et des lois militaires dans le reste de la Cisjordanie et, jusqu'à son retrait unilatéral en 2005, dans la bande de Gaza.
- ⁵⁰ HCJ 1308/17, Silwad Municipality et al. v. The Knesset et. al (requête acceptée le 9 juin 2020), joined by the court with HCJ 2055/17, The Head of Ein Yabrud Village v. The Knesset.
- ⁵¹ Association for Civil Rights in Israel, « HCJ repeals law expropriating Palestinian Land! », 9 juin 2020, https://www.english.acri.org.il/post/___86
- ⁵² Adalah, « Israel's use of 'good faith' to confiscate private Palestinian land in the Occupied West Bank – in bad faith », 30 décembre 2019, <https://www.adalah.org/en/content/view/9885>.
- ⁵³ B'Tselem, « Nine months of protesting a new outpost : seven killed and dozens injured in the town of Beita », 28 février 2022, https://www.btselem.org/firearms/20220228_nine_months_of_protesting_seven_killed_and_dozens_injured_in_the_town_of_beita
- ⁵⁴ Peace Now, « The Attorney General approved the establishment of the Eviatar settlement – the decision is now in the hands of the government », 2 février 2022, <https://peacenow.org.il/en/the-attorney-general-approved-eviatar>
- ⁵⁵ B'Tselem, *State Business: Israel's misappropriation of land in the West Bank through settler violence*, novembre 2021, https://www.btselem.org/sites/default/files/publications/202111_state_business_eng.pdf,
- ⁵⁶ B'Tselem, *State Business: Israel's misappropriation of land in the West Bank through settler violence*, novembre 2021, https://www.btselem.org/sites/default/files/publications/202111_state_business_eng.pdf, p. 10
- ⁵⁷ Peace Now, undated, Settlement Watch – data, <https://peacenow.org.il/en/settlements-watch/settlements-data/>, consulté le 4 octobre 2022.
- ⁵⁸ Peace Now, Settlement Watch – Construction data, <https://peacenow.org.il/en/settlements-watch/settlements-data/construction>, non daté, consulté le 7 octobre 2022.
- ⁵⁹ Peace Now, Settlement Watch – Construction data, <https://peacenow.org.il/en/settlements-watch/settlements-data/construction>, non daté, consulté le 7 octobre 2022.
- ⁶⁰ OCHA – OPT, *Response to the escalation in the oPt I Situation Report No. 9 (August 2021)*, 3 septembre 2021, <https://www.ochaopt.org/content/response-escalation-opt-situation-report-no-9-august-2021>; OCHA – OPT, *Humanitarian impact in Gaza of escalation of hostilities - Immediate needs and funding requirements I August 2022*, 16 août 2022, <https://www.ochaopt.org/content/humanitarian-impact-gaza-escalation-hostilities-immediate-needs-and-funding-requirements-august-2022>.
- ⁶¹ Gisha, *Red Lines, Gray Lists: Israel's dual-use policy and the Gaza Reconstruction Mechanism*, 11 janvier 2022, <https://features.gisha.org/red-lines-gray-lists/>.
- ⁶² OCHA OPT, *Gaza Strip I The humanitarian impact of 15 years of the blockade*, 30 juin 2022, <https://www.ochaopt.org/content/gaza-strip-humanitarian-impact-15-years-blockade-june-2022>.
- ⁶³ Amnesty International, « Israël/Territoires palestiniens occupés. Il faut que cesse la répression des organisations palestiniennes de la société civile », 18 août 2022, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2022/08/israel-opt-the-stifling-of-palestinian-civil-society-organizations-must-end/>.
- ⁶⁴ Amnesty International and University of Toronto's Citizen Lab, « Devices of Palestinian Human Rights Defenders Hacked with NSO Group's Pegasus Spyware », 8 novembre 2021, <https://www.amnesty.org/en/latest/research/2021/11/devices-of-palestinian-human-rights-defenders-hacked-with-nso-groups-pegasus-spyware-2/>.

- ⁶⁵ Amnesty International, « Israël/Palestine. Des organisations palestiniennes de défense des droits humains sont qualifiées de “terroristes”, une décision qui constitue une attaque contre le mouvement des droits humains », 22 octobre 2021, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2021/10/israel-opt-designation-of-palestinian-civil-society-groups-as-terrorists-a-brazen-attack-on-human-rights/>, et Amnesty International, « La fermeture par Israël d'une organisation médicale aura de graves conséquences sur les services de santé en Palestine », 9 juin 2021, <https://www.amnesty.org/fr/latest/press-release/2021/06/israeli-army-shutdown-of-health-organization-will-have-catastrophic-consequences-for-palestinian-healthcare/>.
- ⁶⁶ Israel book of laws, – התשע"ו, חוק המאבק בטרור, 2016 [Counter-Terrorism Law, 2016]; see Adalah, “Anti-terror Law”, non daté, <https://www.adalah.org/en/law/view/598>
- ⁶⁷ War Resisters International, « Statement of the refusers Evyatar, Einat, Nave and Shahar », 7 septembre 2022, <https://wri-irg.org/en/story/2022/statement-refusers-evyatar-einat-nave-and-shahar>.
- ⁶⁸ Refuser Solidarity Network, non daté, <https://www.refuser.org/refuser-updates>, consulté le 4 octobre 2022.
- ⁶⁹ Voir l'analyse complète des lois israéliennes discriminatoires dans Amnesty International, *Israel's apartheid against Palestinians*, déjà citée, notamment la Loi de 1952 relative à la nationalité, la Loi fondamentale : Jérusalem, capitale d'Israël (1980), la Loi fondamentale : Dignité humaine et liberté (1992), la Loi relative à la citoyenneté et à l'entrée en Israël (et, plus particulièrement, sa modification de 2003) et la Loi fondamentale : Israël, État nation du peuple juif (2018).

ANNEX 1

KEY AMNESTY INTERNATIONAL DOCUMENTS FOR FURTHER REFERENCE

“Israel and the Occupied Palestinian Territories 2021”, in Amnesty International, *Report 2021/22: The state of the world's human rights*, 29 March 2022, <https://www.amnesty.org/en/documents/pol10/4870/2022/en/>; *Amnesty International Report 2020/21: The state of the world's human rights*, 7 April 2021, <https://www.amnesty.org/en/documents/pol10/3202/2021/en/>; and *Human rights in the Middle East and North Africa: Review of 2019*, 18 February 2020, <https://www.amnesty.org/en/documents/mde01/1357/2020/en/>.

Israel's apartheid against Palestinians: Cruel system of domination and crime against humanity, 1 February 2022, <https://www.amnesty.org/en/documents/mde15/5141/2022/en/>

Israel/OPT: Palestinian lawyer in arbitrary detention: Salah Hammouri, 15 March 2022, <https://www.amnesty.org/en/documents/mde15/5328/2022/en/>

Israel/OPT & France: Criminal Complaint against the Israeli Company NSO Pegasus Spyware used to Infiltrate French-Palestinian Human Rights Defender Salah Hammouri's Phone, 5 April 2022, <https://www.amnesty.org/en/documents/mde15/5450/2022/en/>

Israel/OPT: Continuing patterns of unlawful killings and other crimes further entrench apartheid, 11 May 2022, <https://www.amnesty.org/en/documents/mde15/5589/2022/en/>

Israel/ OPT: Scrap plans for forced transfer of Palestinian Bedouin village Ras Jrabah in the Negev/Naqab, 22 May 2022, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2022/05/israel-opt-scrap-plans-for-forced-transfer-of-palestinian-bedouin-village-ras-jrabah-in-the-negev-naqab/>

Israel/OPT: Quash flawed conviction of aid worker Mohammed al-Halabi, 16 June 2022, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2022/06/i-opt-quash-flawed-conviction-of-aid-worker-mohammed-al-halabi/>

Israel/OPT: Immediately halt forced eviction of more than 1,000 West Bank residents and stop demolitions of Bedouin homes in the Negev/Naqab, 19 July 2022, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2022/07/israel-opt-immediately-halt-forced- eviction-of-more-than-1000-west-bank-residents-and-stop-demolitions-of-bedouin-homes-in-the-negev-naqab/>

Israel/OPT: End solitary confinement of Palestinian prisoner jailed as a child, 3 August 2022, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2022/08/israel-opt-end-solitary-confinement-of-palestinian-prisoner-jailed-as-a-child/>

Israel/OPT: The stifling of Palestinian civil society organizations must end, 18 August 2022, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2022/08/israel-opt-the-stifling-of-palestinian-civil-society-organizations-must-end/>

Israeli army shutdown of health organization will have catastrophic consequences for Palestinian healthcare, 9 June 2021, <https://www.amnesty.org/en/latest/press-release/2021/06/israeli-army-shutdown-of-health-organization-will-have-catastrophic-consequences-for-palestinian-healthcare/>

Israel/OPT: Pattern of Israeli attacks on residential homes in Gaza must be investigated as war crimes, 17 May 2021, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2021/05/israelopt-pattern-of-israeli-attacks-on-residential-homes-in-gaza-must-be-investigated-as-war-crimes-2/>

Israel and Occupied Palestinian Territories: *Destination: Occupation digital tourism and Israel's illegal settlements in the Occupied Palestinian Territories*, 30 January 2019, <https://www.amnesty.org/en/documents/mde15/9490/2019/en/>

Israel: Discriminatory measures undermine Palestinian representation in Knesset, 4 September 2019, <https://www.amnesty.org/en/latest/press-release/2019/09/israel-discriminatory-measures-undermine-palestinian-representation-in-knesset/>

ANNEX 2

MATRIX OF RECOMMENDATIONS FROM THE PREVIOUS CYCLE, WITH COMMENTS ON PROGRESS

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
<i>Theme: A23 Follow-up to treaty bodies</i>			
118.34 Increase efforts to ensure implementation of the recommendations of the human rights treaty bodies on equality and non-discrimination (Bulgaria); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.10	Supported	A23 Follow-up to treaty bodies A22 Cooperation with treaty bodies B31 Equality & non-discrimination S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented
<i>Theme: A26 Cooperation with the Universal Periodic Review (UPR)</i>			

<p>118.31 Strengthen its constructive engagement with the universal periodic review mechanism and take concrete effort to implement its accepted universal periodic review recommendations (Myanmar); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.10</p>	<p>Supported</p>	<p>A26 Cooperation with the Universal Periodic Review (UPR) A27 Follow-up to Universal Periodic Review (UPR) S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general</p>	<p>Not implemented</p>
<p>Theme: A42 Institutions & policies - General</p>			
<p>118.35 Engage in a dialogue for peace and respect for all internationally recognized human rights (Angola); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.10</p>	<p>Supported</p>	<p>A42 Institutions & policies - General A12 Acceptance of international norms Affected persons: - general</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.33 Ensure that Israel's domestic policies are fully compatible with its international commitments under relevant treaties (Ukraine); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.10</p>	<p>Supported</p>	<p>A42 Institutions & policies - General A12 Acceptance of international norms S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general</p>	<p>Not implemented</p>
<p>Theme: A45 National Human Rights Institution (NHRI)</p>			
<p>118.36 Consider establishing a national human rights institution that is in line with the Paris Principles (Thailand); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.10</p>	<p>Supported</p>	<p>A45 National Human Rights Institution (NHRI) S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.46 Enhance efforts to establish an independent national human rights institution in accordance with the Paris Principles (Rwanda); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.10</p>	<p>Supported</p>	<p>A45 National Human Rights Institution (NHRI) S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general</p>	<p>Not implemented</p>
<p>Theme: B31 Equality & non-discrimination</p>			

<p>118.64 Continue to strengthen measures to combat violence and discrimination against lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (Chile); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.19</p>	<p>Supported</p>	<p>B31 Equality & non-discrimination Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)</p>	<p>Partially implemented⁶⁹</p>
<p>118.65 Continue its efforts to safeguard lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex rights, following notable legislative and administrative developments (Greece); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.19</p>	<p>Supported</p>	<p>B31 Equality & non-discrimination Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)</p>	<p>Partially implemented</p>
<p>118.49 Continue efforts to promote equal rights and access to justice, education, energy and health services for all people in Israel (Angola); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.14</p>	<p>Supported</p>	<p>B31 Equality & non-discrimination B51 Right to an effective remedy E41 Right to health - General E51 Right to education - General S10 SDG 10 - inequality S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general</p>	<p>Not implemented</p>

<p>118.48 Ensure the equal rights of all citizens in Israel regardless of origin or religion, grant them equal access to work, education and other social and economic rights, as well as participation in the political processes (Russian Federation); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.14</p>	Supported	<p>B31 Equality & non-discrimination E31 Right to work E51 Right to education - General E21 Right to an adequate standard of living - general E24 Right to social security D42 Freedom of thought, conscience and religion D7 Right to participation in public affairs and right to vote S03 SDG 3 - health S04 SDG 4 - education S10 SDG 10 - inequality S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p>	<p>Not implemented</p>
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------

<p>118.52 Combat all forms of discrimination against women, children and minorities, also improving social and economic conditions of the minorities (Italy); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.14</p>	<p>Supported</p>	<p>B31 Equality & non-discrimination F12 Discrimination against women F31 Children: definition; general principles; protection E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation G1 Members of minorities S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment S10 SDG 10 - inequality Affected persons: - women - children - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.47 Ensure equal treatment for all persons within its territory and subject to its jurisdiction, regardless of their national or ethnic origin (Romania); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.14</p>	<p>Supported</p>	<p>B31 Equality & non-discrimination G1 Members of minorities G8 Non-citizens S10 SDG 10 - inequality Affected persons: - general - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups - non-citizens</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.50 Assess taking the necessary measures to guarantee equal treatment to all persons subject to its jurisdiction (Argentina); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.14</p>	<p>Supported</p>	<p>B31 Equality & non-discrimination S10 SDG 10 - inequality Affected persons: - general</p>	<p>Not implemented</p>
<p>Theme: B32 Racial discrimination</p>			

<p>118.59 Abolish all measures, laws and other types of rules that validate racial discrimination and racism (Cuba); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.14</p>	<p>Supported</p>	<p>B32 Racial discrimination A41 Constitutional and legislative framework S10 SDG 10 - inequality S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p>	<p>Not implemented</p>
<p>Theme: D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment</p>			
<p>118.76 Ensure that the bill currently being drafted to criminalize torture is in full conformity with article 1 of the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (Togo); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.31</p>	<p>Supported</p>	<p>D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment A41 Constitutional and legislative framework A22 Cooperation with treaty bodies S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general</p>	<p>Not implemented</p>
<p>Theme: D26 Conditions of detention</p>			
<p>118.163 Consider improving prison conditions, including those where Palestinians inmates are held (Mozambique); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.52</p>	<p>Supported</p>	<p>D26 Conditions of detention D51 Administration of justice & fair trial B11 International humanitarian law S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - persons deprived of their liberty - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>Theme: D27 Prohibition of slavery, trafficking</p>			
<p>Theme: D31 Liberty and security - general</p>			

<p>118.78 Review relevant legislation and policy to ensure that all cases of administrative detention are in conformity with human rights law and standards (Czechia); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.31</p>	<p>Supported</p>	<p>D31 Liberty and security - general D33 Arbitrary arrest and detention A41 Constitutional and legislative framework A12 Acceptance of international norms B11 International humanitarian law S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - persons deprived of their liberty - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.165 Take all necessary steps to align the use of administrative detention with international human rights standards and obligations; in particular, take the necessary measures to ensure that Palestinian children are not exposed to arbitrary arrest and detention and enjoy full procedural rights in conformity with international human rights standards (Belgium); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.52</p>	<p>Supported</p>	<p>D31 Liberty and security - general D33 Arbitrary arrest and detention B11 International humanitarian law D51 Administration of justice & fair trial F31 Children: definition; general principles; protection F34 Children: Juvenile justice S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - children - persons deprived of their liberty - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>

<p>118.164 Minimize the use of administrative detention against Palestinians, especially minors, and in compliance with international human rights standards (Norway); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.52</p>	<p>Supported</p>	<p>D31 Liberty and security - general D33 Arbitrary arrest and detention B11 International humanitarian law F31 Children: definition; general principles; protection S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - children - persons deprived of their liberty - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.79 Ensure that administrative detention is in conformity with Israel's international commitments; that it remains an exceptional measure of limited duration; and that it is conducted in respect for fundamental safeguards (France); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.31</p>	<p>Supported</p>	<p>D31 Liberty and security - general D33 Arbitrary arrest and detention B11 International humanitarian law S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - persons deprived of their liberty - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.81 Ensure that an excessive use of administrative detention is avoided (Italy); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.31</p>	<p>Supported</p>	<p>D31 Liberty and security - general D33 Arbitrary arrest and detention B11 International humanitarian law S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - persons deprived of their liberty - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p><i>Theme: D41 Freedom of movement</i></p>			

<p>118.101 Take steps to ensure constraints on freedom of movement do not restrict people's basic rights, including access to health care and education (Australia); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.41</p>	<p>Supported</p>	<p>D41 Freedom of movement E41 Right to health - General E51 Right to education - General B11 International humanitarian law S03 SDG 3 - health S04 SDG 4 - education Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p><i>Theme: D42 Freedom of thought, conscience and religion</i></p>			
<p>118.88 Ensure free access to religious sites and promote freedom of worship without prejudice to any religion (Mexico); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.36</p>	<p>Supported</p>	<p>D42 Freedom of thought, conscience and religion S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.90 Strengthen efforts to guarantee freedom of religion or belief and adopt measures to prevent and combat attacks towards holy sites and symbols (Italy); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.36</p>	<p>Supported</p>	<p>D42 Freedom of thought, conscience and religion S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p>	<p>Not implemented</p>
<p><i>Theme: D51 Administration of justice & fair trial</i></p>			

<p>118.166 Continue its efforts to reform its security and judicial practices with regard to Palestinians (Australia); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.52</p>	<p>Supported</p>	<p>D51 Administration of justice & fair trial A42 Institutions & policies - General B11 International humanitarian law S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.67 Ensure the State security forces make proportional use of force in all circumstances, including, among others, by ensuring that the rules of engagement or regulations on opening fire are fully consistent with international human rights law; and ensure that all alleged perpetrators of disproportionate use of force are brought to justice (Spain); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.31</p>	<p>Supported</p>	<p>D51 Administration of justice & fair trial B52 Impunity A12 Acceptance of international norms D21 Right to life D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - law enforcement / police officials</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.167 Combat impunity through in-depth, impartial investigations of all allegations of human rights violations, including those involving members of security forces or settlers (France); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.52</p>	<p>Supported</p>	<p>D51 Administration of justice & fair trial B52 Impunity B11 International humanitarian law S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>

<p>118.66 Set up robust legislative measures aiming to prevent and punish excessive use of force, in line with international standards (Madagascar); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.31</p>	<p>Supported</p>	<p>D51 Administration of justice & fair trial D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - law enforcement / police officials</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.155 Prevent the excessive use of force by the Israeli military and security forces, particularly against minors (Costa Rica); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.52</p>	<p>Supported</p>	<p>D51 Administration of justice & fair trial D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment B11 International humanitarian law F31 Children: definition; general principles; protection S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - children - persons affected by armed conflict - law enforcement / police officials</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.124 That the detention of and judicial proceedings against children fully respect international juvenile justice standards, and in particular the Convention on the Rights of the Child (Austria); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.46</p>	<p>Supported</p>	<p>D51 Administration of justice & fair trial F31 Children: definition; general principles; protection F34 Children: Juvenile justice A12 Acceptance of international norms S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - children - persons deprived of their liberty</p>	<p>Not implemented</p>

<p>118.200 Undertake judicial reforms to ensure equal protection and treatment before the law, and that children are not exposed to arbitrary arrest and detention (Botswana); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.52</p>	<p>Supported</p>	<p>D51 Administration of justice & fair trial F31 Children: definition; general principles; protection F34 Children: Juvenile justice D33 Arbitrary arrest and detention S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - children - persons deprived of their liberty</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.123 Ensure that reforms in the juvenile justice system that provide safeguards for children are implemented (Sierra Leone); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.46</p>	<p>Supported</p>	<p>D51 Administration of justice & fair trial F34 Children: Juvenile justice S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - children</p>	<p>Not implemented</p>
<p>Theme: F31 Children: definition; general principles; protection</p>			
<p>118.195 Ensure that the treatment of Palestinian children in Israeli detention is fully in line with Israel's commitments under international law (Netherlands); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.52</p>	<p>Supported</p>	<p>F31 Children: definition; general principles; protection D26 Conditions of detention B11 International humanitarian law S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - children - persons deprived of their liberty - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>

<p>118.122 Continue with action to include forced labour of children in the Criminal Code, explicitly criminalizing it (Paraguay); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.46</p>	<p>Supported</p>	<p>F31 Children: definition; general principles; protection D27 Prohibition of slavery, trafficking A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - children</p>	<p>Partially implemented⁶⁹</p>
<p><i>Theme: G1 Members of minorities</i></p>			
<p>118.130 Enhance its efforts to counter discrimination of persons belonging to the Arab, Bedouin, Druze and Circassian communities, as well as persons belonging to other religious and ethnic minorities (Austria); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.23</p>	<p>Supported</p>	<p>G1 Members of minorities B31 Equality & non-discrimination S10 SDG 10 - inequality Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.133 Support programmes designed to benefit Israel's minorities, with adequate resources, and make every effort towards their full implementation (Slovakia); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.23</p>	<p>Supported</p>	<p>G1 Members of minorities E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation A63 Budget and resources (for human rights implementation) S10 SDG 10 - inequality Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p>	<p>Not implemented</p>

<p>118.129 Ensure that civil, economic, social and cultural rights of minorities are respected and protected, without discrimination, in particular with regard to the right to work, education, access to justice and legal protection as well as property (Belgium); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.23</p>	<p>Supported</p>	<p>G1 Members of minorities E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation E7 Cultural rights B51 Right to an effective remedy E51 Right to education - General S03 SDG 3 - health S10 SDG 10 - inequality S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.127 Promote reconciliation between ethnic groups, and implement further measures to promote and protect the human rights and social participation of minorities, including citizens of Arab origin, in order to ensure and strengthen their access to housing, education, and social infrastructure (Japan); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.23</p>	<p>Supported</p>	<p>G1 Members of minorities E23 Right to adequate housing E51 Right to education - General E24 Right to social security S10 SDG 10 - inequality Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p>	<p>Not implemented</p>

<p>118.102 Sustain its efforts to protect and to promote the rights of minority women through dedicated policies, taking into account their unique cultural and economic conditions (Singapore); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.19</p>	<p>Supported</p>	<p>G1 Members of minorities F1 Women E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment S10 SDG 10 - inequality Affected persons: - women - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.128 Intensify efforts to advance the rights of its Arab minority populations (Norway); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.23</p>	<p>Supported</p>	<p>G1 Members of minorities S10 SDG 10 - inequality Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.134 Continue with implementation of measures for the development of minorities (India); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.23</p>	<p>Supported</p>	<p>G1 Members of minorities S10 SDG 10 - inequality Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p>	<p>Not implemented</p>
<p>Theme: H1 Human rights defenders</p>			
<p>118.94 Ensure that civil society organizations are able to carry out their work in a secure and free environment, without undue restrictions and intimidations (Sweden); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.43</p>	<p>Supported</p>	<p>H1 Human rights defenders D31 Liberty and security - general S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - human rights defenders</p>	<p>Not implemented</p>

<p>118.95 Step up efforts to fully protect and promote an enabling and safe environment conducive to the work of all independent human rights organizations (Netherlands); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.43</p>	<p>Supported</p>	<p>H1 Human rights defenders D31 Liberty and security - general S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - human rights defenders</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.96 Take steps to provide the necessary and equal protection for all human rights defenders, as well as create the necessary circumstances for them to be able to carry out their activities freely, without discrimination and in a secure environment (Belgium); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.43</p>	<p>Supported</p>	<p>H1 Human rights defenders D31 Liberty and security - general S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - human rights defenders</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.98 Take the necessary measures to ensure that human rights defenders and civil society actors can carry out their legitimate work in a safe environment without threats and harassment (Denmark); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.43</p>	<p>Supported</p>	<p>H1 Human rights defenders D31 Liberty and security - general S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - human rights defenders</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.100 Continue ensuring that human rights defenders are able to accomplish their legitimate work in a secure and free environment (Greece); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.43</p>	<p>Supported</p>	<p>H1 Human rights defenders D31 Liberty and security - general S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - human rights defenders</p>	<p>Not implemented</p>

<p>118.99 Guarantee freedom of speech and association, and ensure that civil society organizations, which have been integral parts of Israel's vibrant and functioning democracy, continue to have the space in which to operate (Finland); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.43</p>	<p>Supported</p>	<p>H1 Human rights defenders D43 Freedom of opinion and expression D45 Freedom of association S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - human rights defenders</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.93 Ensure free functioning of human rights organizations and ensure their access to information (Russian Federation); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.43</p>	<p>Supported</p>	<p>H1 Human rights defenders D43 Freedom of opinion and expression S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - human rights defenders</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.91 Guarantee the protection of the rights and the work of human rights defenders (Paraguay); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.43</p>	<p>Supported</p>	<p>H1 Human rights defenders S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - human rights defenders</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.92 Take the necessary measures to guarantee the work of international human rights defenders (Argentina); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.43</p>	<p>Supported</p>	<p>H1 Human rights defenders S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - human rights defenders</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.97 Protect the ability of civil society organizations to operate freely in Israel, particularly human rights groups and international non-governmental organizations (Canada); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.43</p>	<p>Supported</p>	<p>H1 Human rights defenders S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - human rights defenders</p>	<p>Not implemented</p>
<p><i>Theme: A12 Acceptance of international norms</i></p>			

<p>118.17 Ratify the Rome Statute of the International Criminal Court and fully align its legislation with all obligations under the Rome Statute (Latvia); Source of position: A/HRC/38/15/Add.1 - Para. Par.8</p>	<p>Noted</p>	<p>A12 Acceptance of international norms B11 International humanitarian law B52 Impunity A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.16 Ratify the Rome Statute of the International Criminal Court (Timor-Leste) (Montenegro) (France) (Honduras); Source of position: A/HRC/38/15/Add.1 - Para. Par.8</p>	<p>Noted</p>	<p>A12 Acceptance of international norms B11 International humanitarian law B52 Impunity S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.18 Consider acceding to Additional Protocols I and II to the Geneva Conventions of 12 August 1949 (Uruguay); Source of position: A/HRC/38/15/Add.1 - Para. Par.8</p>	<p>Noted</p>	<p>A12 Acceptance of international norms B11 International humanitarian law S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.8 Ratify the Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights, aiming at the abolition of the death penalty (Spain) (France) (Portugal) (Bolivarian Republic of Venezuela); Source of position: A/HRC/38/15/Add.1 - Para. Par.8</p>	<p>Noted</p>	<p>A12 Acceptance of international norms D1 Civil & political rights - general measures of implementation D23 Death penalty S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general</p>	<p>Not implemented</p>

<p>118.7 Ratify the Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights (France); Source of position: A/HRC/38/15/Add.1 - Para. Par.8</p>	<p>Noted</p>	<p>A12 Acceptance of international norms D1 Civil & political rights - general measures of implementation S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.12 Accede to the Optional Protocol to the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment and establish the national preventive mechanism accordingly (Czechia); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.8</p>	<p>Noted</p>	<p>A12 Acceptance of international norms D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment D26 Conditions of detention A44 Structure of the national human rights machinery S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - persons deprived of their liberty</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.13 Ratify the Optional Protocol to the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment and subsequently establish a national preventive mechanism (Ukraine); Source of position: A/HRC/38/15/Add.1 - Para. Par.8</p>	<p>Noted</p>	<p>A12 Acceptance of international norms D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment D26 Conditions of detention A44 Structure of the national human rights machinery S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - persons deprived of their liberty</p>	<p>Not implemented</p>

<p>118.10 Consider ratifying the Optional Protocol to the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (Ghana); Source of position: A/HRC/38/15/Add.1 - Para. Par.8</p>	<p>Noted</p>	<p>A12 Acceptance of international norms D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment D26 Conditions of detention S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - persons deprived of their liberty</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.11 Ratify the Optional Protocol to the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (Poland) (Denmark) (Madagascar) (France) (Portugal) (Bolivarian Republic of Venezuela); Source of position: A/HRC/38/15/Add.1 - Para. Par.8</p>	<p>Noted</p>	<p>A12 Acceptance of international norms D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment D26 Conditions of detention S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - persons deprived of their liberty</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.14 Accede to the optional protocols to the human rights conventions to which Israel was a party (Plurinational State of Bolivia); Source of position: A/HRC/38/15/Add.1 - Para. Par.8</p>	<p>Noted</p>	<p>A12 Acceptance of international norms D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment D26 Conditions of detention S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general</p>	<p>Not implemented</p>

<p>118.15 Ratify the seven optional protocols to the conventions to which is a party (Honduras); Source of position: A/HRC/38/15/Add.1 - Para. Par.8</p>	<p>Noted</p>	<p>A12 Acceptance of international norms D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment D26 Conditions of detention S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.4 Ratify and accede to the International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families and the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance (Sierra Leone); Source of position: /Add.1 - Para. Par.8</p>	<p>Noted</p>	<p>A12 Acceptance of international norms D32 Enforced disappearances G4 Migrants S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - migrants - disappeared persons</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.6 Ratify the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance (Portugal) (Ukraine) (Bolivarian Republic of Venezuela) (France) (Honduras); Source of position: A/HRC/38/15/Add.1 - Para. Par.8</p>	<p>Noted</p>	<p>A12 Acceptance of international norms D32 Enforced disappearances S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - disappeared persons</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.9 Ratify the Optional Protocol to the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights (Montenegro); Source of position: A/HRC/38/15/Add.1 - Para. Par.8</p>	<p>Noted</p>	<p>A12 Acceptance of international norms E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general</p>	<p>Not implemented</p>

<p>118.1 Become a party to the International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families (Albania); Source of position: A/HRC/38/15/Add.1 - Para. Par.8</p>	<p>Noted</p>	<p>A12 Acceptance of international norms G4 Migrants S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - migrants</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.2 Accede to the International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families (Plurinational State of Bolivia); Source of position: A/HRC/38/15/Add.1 - Para. Par.8</p>	<p>Noted</p>	<p>A12 Acceptance of international norms G4 Migrants S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - migrants</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.3 Take steps to ratify the International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families (Ghana); Source of position: A/HRC/38/15/Add.1 - Para. Par.8</p>	<p>Noted</p>	<p>A12 Acceptance of international norms G4 Migrants S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - migrants</p>	<p>Not implemented⁹⁹</p>
<p>118.5 Ratify the International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families (Timor-Leste) (Honduras); Source of position: A/HRC/38/15/Add.1 - Para. Par.8</p>	<p>Noted</p>	<p>A12 Acceptance of international norms G4 Migrants S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - migrants</p>	<p>Not implemented</p>
<p>Theme: A13 Reservations</p>			
<p>118.19 Remove reservations to article 16 of the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women relating to equality in all matters relating to marriage and family relations (Ghana); Source of position: A/HRC/38/15/Add.1 - Para. Par.7</p>	<p>Noted</p>	<p>A13 Reservations D8 Rights related to marriage & family F12 Discrimination against women S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - women</p>	<p>Not implemented</p>

<p>118.20 Withdraw its reservations to articles 16 and 7 (b) of the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women (Honduras); Source of position: A/HRC/38/15/Add.1 - Para. Par.7</p>	<p>Noted</p>	<p>A13 Reservations F12 Discrimination against women S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - women</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.21 Remove the reservations to articles 7 (b) and 16 of the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women (Latvia); Source of position: A/HRC/38/15/Add.1 - Para. Par.7</p>	<p>Noted</p>	<p>A13 Reservations F12 Discrimination against women S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - women</p>	<p>Not implemented</p>
<p><i>Theme: A24 Cooperation with special procedures</i></p>			
<p>118.29 Invite the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders for a visit as soon as possible and without preconditions (Switzerland); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.12</p>	<p>Noted</p>	<p>A24 Cooperation with special procedures H1 Human rights defenders S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - human rights defenders</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.30 Renew its commitment to cooperation with human rights mechanisms through granting of access to mandate holders and human rights defenders (Botswana); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.11</p>	<p>Noted</p>	<p>A24 Cooperation with special procedures H1 Human rights defenders S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - human rights defenders</p>	<p>Not implemented</p>

118.23 Consider issuing a standing invitation to the special procedures of the Human Rights Council (Timor-Leste); Source of position: A/HRC/38/15/Add.1 - Para. Par.12	Noted	A24 Cooperation with special procedures S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented
118.24 Consider issuing a standing invitation to the special procedures of the Human Rights Council (Albania); Source of position: A/HRC/38/15/Add.1 - Para. Par.12	Noted	A24 Cooperation with special procedures S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented
118.25 Extend a standing invitation to the special procedures of the Human Rights Council (Plurinational State of Bolivia) (Honduras); Source of position: A/HRC/38/15/Add.1 - Para. Par.12	Noted	A24 Cooperation with special procedures S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented
118.26 Issue a standing invitation to the thematic special procedures of the United Nations Human Rights Council. Allow visits that representatives of the special procedures of the Human Rights Council requested without delay (Czechia); Source of position: A/HRC/38/15/Add.1 - Para. Par.12	Noted	A24 Cooperation with special procedures S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented
118.27 Issue a standing invitation to the special procedures of the Human Rights Council (Portugal); Source of position: A/HRC/38/15/Add.1 - Para. Par.12	Noted	A24 Cooperation with special procedures S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented
118.28 Respond positively to pending visit requests by the special procedures mandate holders of the Human Rights Council and consider the extension of a standing invitation to all special procedures mandate holders (Latvia); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.12	Noted	A24 Cooperation with special procedures S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented
Theme: A41 Constitutional and legislative framework			

<p>118.32 Ensure the international principles of human rights by including them in the Basic Law and legislation (Republic of Korea); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.11</p>	<p>Noted</p>	<p>A41 Constitutional and legislative framework A12 Acceptance of international norms S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.53 Revise legislation that protects from direct and indirect discrimination of national and religious minorities (Russian Federation); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.16</p>	<p>Noted</p>	<p>A41 Constitutional and legislative framework B31 Equality & non-discrimination D42 Freedom of thought, conscience and religion S10 SDG 10 - inequality S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.57 Consider incorporating explicitly the principles of equality, gender equality, and non-discrimination in its Basic Laws for all citizens (Thailand); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.16</p>	<p>Noted</p>	<p>A41 Constitutional and legislative framework B31 Equality & non-discrimination F12 Discrimination against women S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - women - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p>	<p>Not implemented</p>

<p>118.55 Explicitly incorporate the principle of equality and non-discrimination into its basic laws, in order to ensure equal treatment for all persons within its territory, especially by not introducing any legislation which might fuel ethnic or religious discrimination (Brazil); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.15</p>	<p>Noted</p>	<p>A41 Constitutional and legislative framework B31 Equality & non-discrimination G1 Members of minorities D42 Freedom of thought, conscience and religion S10 SDG 10 - inequality S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.54 Incorporate explicitly in its legislation the principle of equality and non-discrimination (Plurinational State of Bolivia); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.16</p>	<p>Noted</p>	<p>A41 Constitutional and legislative framework B31 Equality & non-discrimination S10 SDG 10 - inequality S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.56 Incorporate explicitly the principle of equality and non-discrimination into its Basic Law (Honduras); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.16</p>	<p>Noted</p>	<p>A41 Constitutional and legislative framework B31 Equality & non-discrimination S10 SDG 10 - inequality S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p>	<p>Not implemented</p>

<p>118.74 Fully translate the Convention against Torture into national legislation and implement the Committee's recommendations (Austria); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.33</p>	<p>Noted</p>	<p>A41 Constitutional and legislative framework D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment A23 Follow-up to treaty bodies S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.77 Make progress in domesticating the provisions of the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, including issues such as the exclusion of the necessity exception as a possible justification for torture; and ending situations of administrative detention (Spain); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.33</p>	<p>Noted</p>	<p>A41 Constitutional and legislative framework D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment D31 Liberty and security - general D33 Arbitrary arrest and detention B11 International humanitarian law S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons deprived of their liberty</p>	<p>Not implemented</p>
<p>Theme: A45 National Human Rights Institution (NHRI)</p>			
<p>118.37 Establish a national human rights institution in compliance with the Paris Principles (Togo) (Uruguay) (Honduras); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.12</p>	<p>Noted</p>	<p>A45 National Human Rights Institution (NHRI) S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.38 Establish an independent national human rights institution in compliance with the Paris Principles (Poland); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.12</p>	<p>Noted</p>	<p>A45 National Human Rights Institution (NHRI) S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general</p>	<p>Not implemented</p>

<p>118.39 Establish a national human rights institution in full compliance with the Paris Principles (Nepal); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.12</p>	<p>Noted</p>	<p>A45 National Human Rights Institution (NHRI) S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.40 Establish a national human rights institution in line with the Paris Principles (Ukraine); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.12</p>	<p>Noted</p>	<p>A45 National Human Rights Institution (NHRI) S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.41 Establish an independent national human rights institution which is in line with the Paris Principles (Sierra Leone); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.12</p>	<p>Noted</p>	<p>A45 National Human Rights Institution (NHRI) S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.42 Establish a national human rights institution which is in compliance with the Paris Principles (Republic of Korea); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.12</p>	<p>Noted</p>	<p>A45 National Human Rights Institution (NHRI) S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.43 Establish an independent national institution in full compliance with the Paris Principles (Timor-Leste); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.12</p>	<p>Noted</p>	<p>A45 National Human Rights Institution (NHRI) S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.44 Establish a national human rights institution with an “A” status in line with the Paris Principles (Portugal); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.12</p>	<p>Noted</p>	<p>A45 National Human Rights Institution (NHRI) S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general</p>	<p>Not implemented</p>

<p>118.45 Carry out efforts to comply with the Paris Principles (Paraguay); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.12</p>	<p>Noted</p>	<p>A45 National Human Rights Institution (NHRI) S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general</p>	<p>Not implemented</p>
<p>Theme: B11 International humanitarian law</p>			
<p>118.151 Fully implement all international organizations' and conferences' resolutions regarding all rights of the Palestinian people (Iraq); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>B11 International humanitarian law A12 Acceptance of international norms A28 Cooperation with other international mechanisms and institutions S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.22 Comply with its international obligations, especially the Fourth Geneva Convention, and abide by all United Nations human rights resolutions (Bolivarian Republic of Venezuela); Source of position: A/HRC/38/15/Add.1 - Para. Par.8</p>	<p>Noted</p>	<p>B11 International humanitarian law A12 Acceptance of international norms A42 Institutions & policies - General A28 Cooperation with other international mechanisms and institutions S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>

<p>118.140 Strengthen measures in implementing its obligations under international human rights bodies including the International Covenant on Civil and Political Rights and the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights to protect and promote human rights in the occupied territories (Republic of Korea); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>B11 International humanitarian law A12 Acceptance of international norms D1 Civil & political rights - general measures of implementation E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.147 Take all necessary measures to ensure that it fulfils all its obligations under international human rights instruments, particularly the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights and the International Covenant on Civil and Political Rights with regard to the situation in Gaza (Iceland); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>B11 International humanitarian law A12 Acceptance of international norms D1 Civil & political rights - general measures of implementation E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.141 Ensure respect for international obligations under international human rights law and international humanitarian law throughout all the Occupied Palestinian Territories (Egypt); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>B11 International humanitarian law A12 Acceptance of international norms S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>

<p>118.142 Commit to the implementation of the human rights treaties and international humanitarian law in the occupied Palestinian territories (Qatar); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>B11 International humanitarian law A12 Acceptance of international norms S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.143 Heed the calls for Israel to recognize and accept the applicability, to the OPT, of its international obligations, deriving from international treaties it is party to (Namibia); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>B11 International humanitarian law A12 Acceptance of international norms S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.150 Cooperate with the commissions of inquiry, treaty bodies, special procedures and other United Nations bodies in the investigation of violations of international humanitarian law and international human rights law in the Occupied Palestinian Territory (Plurinational State of Bolivia); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>B11 International humanitarian law A22 Cooperation with treaty bodies A24 Cooperation with special procedures A28 Cooperation with other international mechanisms and institutions B51 Right to an effective remedy Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.226 Cease the transfer of its civilian population to the Occupied Palestinian Territory and end all support for settlements and settlers in the Occupied Palestinian Territory. Israel must dismantle settlements and withdraw Israeli settlers from the Occupied Palestinian Territory, as recommended by the Human Rights Committee in 2014 (Algeria); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>B11 International humanitarian law A23 Follow-up to treaty bodies S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>

<p>118.149 Cooperate with the Special Rapporteur on the situation of human rights in the Palestinian territories occupied since 1967 (Mexico); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>B11 International humanitarian law A24 Cooperation with special procedures S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.146 As regards the occupied Palestinian territories, take measures in order to abide by international law, especially the fourth Geneva Convention and relevant United Nations General Assembly and Security Council resolutions (Brazil); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>B11 International humanitarian law A28 Cooperation with other international mechanisms and institutions S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.210 Implement United Nations Security Council resolution 2334 (2016) by immediately halting all settlement construction in the Occupied Palestinian Territory (South Africa); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>B11 International humanitarian law A28 Cooperation with other international mechanisms and institutions S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.152 Eliminate laws and practices that discriminate against Palestinians in Israel and in the occupied territories; particularly eliminating road segregation for the exclusive use of the Israeli population, settlements, restrictions on freedom of movement, checkpoints and separation walls (Ecuador); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>B11 International humanitarian law B31 Equality & non-discrimination D41 Freedom of movement S10 SDG 10 - inequality S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>

<p>118.156 Ensure the existence and operation of an effective accountability system to address possible violations of international humanitarian law and human rights in the Occupied Palestinian Territories, among other means, facilitating the effective access to justice for victims and guaranteeing the effective investigation of complaints, as well as the lawful work of human rights defenders (Spain); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.53</p>	<p>Noted</p>	<p>B11 International humanitarian law B51 Right to an effective remedy B52 Impunity H1 Human rights defenders S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict - human rights defenders</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.153 Halt the activity of companies conducting business in illegal Israeli settlements in the occupied West Bank (Bahrain); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>B11 International humanitarian law B6 Business & Human Rights S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.202 Take urgent measures to promote and protect rights of Palestinian people (Russian Federation); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>B11 International humanitarian law D1 Civil & political rights - general measures of implementation E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>

<p>118.221 End the Israeli illegal settlements in the Occupied Territories. End the heinous practices of collective punishment against the Palestinian people, including the use of blockades, closures and restrictions (Malaysia); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>B11 International humanitarian law D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment D41 Freedom of movement S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.73 End practices of collective punishment such as the demolition of homes, revocation of residency permits in East Jerusalem, and the closure of entire areas (Germany); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.33</p>	<p>Noted</p>	<p>B11 International humanitarian law D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.161 Discontinue the collective punishment of Palestinians (Namibia); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>B11 International humanitarian law D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>

<p>119.5 End the illegal blockade of Gaza, investigate all allegations of war crimes and crimes against humanity committed during its military aggressions in Gaza and provide full reparation to the victims and their families (State of Palestine); Source of position: A/HRC/38/15/Add.1 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>B11 International humanitarian law D41 Freedom of movement B51 Right to an effective remedy B52 Impunity S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>119.3 Recognize the right to return of the Palestinian refugees to live in peace with their neighbours and their right to compensation for their destroyed homes, properties and losses (State of Palestine); Source of position: A/HRC/38/15/Add.1 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>B11 International humanitarian law D41 Freedom of movement B51 Right to an effective remedy G5 Refugees & asylum seekers S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - refugees & asylum seekers</p>	<p>Not implemented</p>
<p>119.8 Dismantle the illegal wall and the related infrastructures located inside the OPT and compensate Palestinians for all of the losses incurred due to their presence (State of Palestine). Source of position: A/HRC/38/15/Add.1 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>B11 International humanitarian law D41 Freedom of movement B51 Right to an effective remedy S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>

<p>118.204 Put an end to the illegal occupation of its territory and that of the Syrian Golan; to the inhuman blockade of Gaza and allow the return of the refugees (Bolivarian Republic of Venezuela); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>B11 International humanitarian law D41 Freedom of movement G5 Refugees & asylum seekers S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict - refugees & asylum seekers</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.230 Dismantle the opprobrious separation wall that violates the human rights of the Palestinian people (Bolivarian Republic of Venezuela); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>B11 International humanitarian law D41 Freedom of movement S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.224 Stop the colonization of the Palestinian territory with illegal settlements, and the destruction of their homes and cultural and religious places (Bolivarian Republic of Venezuela); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>B11 International humanitarian law E23 Right to adequate housing D42 Freedom of thought, conscience and religion S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>

<p>118.229 Ensure that no forcible transfer of population is conducted in Area C and take proactive measures to increase access to clean water, electricity, education and health services for Palestinians in Area C (Sweden); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>B11 International humanitarian law E26 Human Rights & drinking water and sanitation E41 Right to health - General E51 Right to education - General S03 SDG 3 - health S04 SDG 4 - education S06 SDG 6 - water and sanitation S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.231 Repeal the legislation passed in February 2017 by the Knesset that legalized the confiscation of private Palestinian lands (Bahrain); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>B11 International humanitarian law E6 Rights to protection of property; financial credit A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>

<p>118.232 Repeal legislation allowing the confiscation and expropriation of private property belonging to Palestinians, end the expansion of settlements, ceasing all types of practices that discriminate between Israeli settlers and Palestinians (Costa Rica). Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>B11 International humanitarian law E6 Rights to protection of property; financial credit B31 Equality & non-discrimination A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.218 End the illegal occupation of all occupied Palestinian and Arab territories, including East Jerusalem, and end the destruction and demolition of Palestinian private and public property (Malaysia); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>B11 International humanitarian law E6 Rights to protection of property; financial credit S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>119.7 Halt immediately the colonization and attempted annexation of Palestinian land, the construction and expansion of Israeli settlements and their associated regime, the forcible transfer of Palestinians and the demolition of Palestinian homes and structures (State of Palestine); Source of position: A/HRC/38/15/Add.1 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>B11 International humanitarian law E6 Rights to protection of property; financial credit S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.61 End all measures aimed at “Judaization” of the city of Jerusalem and changes to its political and demographic nature (Qatar); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.16</p>	<p>Noted</p>	<p>B11 International humanitarian law S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>

<p>118.144 Comply with the provisions of the four Geneva Conventions, paving the way to end the occupation of the Palestinian territories and other Arab occupied territories (United Arab Emirates); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>B11 International humanitarian law S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.145 Abide by its international obligations, including under the Fourth Geneva Convention, on the treatment of a civilian population under military occupation, as previously recommended (Ireland); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.53</p>	<p>Noted</p>	<p>B11 International humanitarian law S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.211 Immediately cease all efforts of settlement activities in the occupied Arab territories (Jordan); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>B11 International humanitarian law S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.212 Suspend the construction of illegal settlements in the occupied Palestinian and Arab territories and implement relevant international resolutions, and dismantle the separation wall (Qatar); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>B11 International humanitarian law S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.213 Freeze settlement activities and refrain from all measures aimed at extending its authority beyond the 1967 borders, in accordance with international humanitarian law (Switzerland); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>B11 International humanitarian law S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>

<p>118.214 Abide, as the occupying power, by all obligations under international law in the Occupied Palestinian Territories, including the immediate cessation of illegal settlement activity (Turkey); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>B11 International humanitarian law S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.215 Immediately freeze its settlement activities, which undermine the viability of a two-State solution and violate international law (Japan); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>B11 International humanitarian law S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.216 End illegal settlements construction of Jewish population and transfer of Jewish population into the occupied Palestinian territory (Russian Federation); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>B11 International humanitarian law S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.219 Stop the settlement expansion policy as it constitutes a violation to all rights of Palestinian people (United Arab Emirates); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>B11 International humanitarian law S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.220 Discontinue the occupation and expansion of illegal settlements established in the West Bank and East Jerusalem which violate the basic rights of the Palestinian people (Maldives); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>B11 International humanitarian law S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>

<p>118.223 Immediately cease all settlement activities in the Occupied Palestinian Territories, including East Jerusalem, and dismantle all settlements affecting the status of the occupied territories under international legitimacy (Egypt); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>B11 International humanitarian law S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.225 Taking immediate action to reverse policy on settlement expansion in the Occupied Palestinian Territories, which is illegal under international humanitarian law (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>B11 International humanitarian law S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.227 End the unlawful transfer of the Palestinian population residing in East Jerusalem in accordance with obligations under article 49 of the Fourth Geneva Protocol (Malaysia); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>B11 International humanitarian law S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.228 End the unlawful transfer of the Palestinian population and fulfil obligations under article 49 of the Fourth Geneva Convention (Bahrain); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>B11 International humanitarian law S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>Theme: B31 Equality & non-discrimination</p>			
<p>118.58 Step up efforts to fight inequality and discrimination between Jewish and Arab citizens (Portugal); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.15</p>	<p>Noted</p>	<p>B31 Equality & non-discrimination G1 Members of minorities S10 SDG 10 - inequality S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p>	<p>Not implemented</p>

<p>118.51 Take measures to ensure an equal and non-discriminatory institutional approach toward all communities in Israel, particularly Israeli-Arabs and African asylum seekers (Canada); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.15</p>	<p>Noted</p>	<p>B31 Equality & non-discrimination G5 Refugees & asylum seekers G1 Members of minorities S10 SDG 10 - inequality S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups - refugees & asylum seekers</p>	<p>Not implemented</p>
<p>Theme: B32 Racial discrimination</p>			
<p>118.60 Take immediate measures to end racist practices and policies that discriminate on the basis of colour, religion or belief (Egypt); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.16</p>	<p>Noted</p>	<p>B32 Racial discrimination D42 Freedom of thought, conscience and religion Affected persons: - media</p>	<p>Not implemented</p>
<p>Theme: B51 Right to an effective remedy</p>			
<p>118.85 In accordance with the principle of accountability, Israeli authorities must ensure prompt, thorough, independent and impartial investigations into allegations of intentional use of lethal or excessive force (Malaysia); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.33</p>	<p>Noted</p>	<p>B51 Right to an effective remedy D22 Extrajudicial, summary or arbitrary executions D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment D51 Administration of justice & fair trial B11 International humanitarian law S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>Theme: D22 Extrajudicial, summary or arbitrary executions</p>			

<p>118.158 Put an end to the gross violations of human rights in the Occupied Palestinian Territory, in all its forms, as well as extrajudicial executions of Palestinians, which have been on the increase since 2015, under the pretext of security (Algeria); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>D22 Extrajudicial, summary or arbitrary executions B11 International humanitarian law D51 Administration of justice & fair trial S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.159 Stop the policies of killing, administrative detention and enforced disappearances against the Palestinians under the pretext of “security reasons” (United Arab Emirates); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>D22 Extrajudicial, summary or arbitrary executions D33 Arbitrary arrest and detention D32 Enforced disappearances B11 International humanitarian law S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>Theme: D23 Death penalty</p>			
<p>118.68 Keep on implementing the moratorium on capital punishment (Italy); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.33</p>	<p>Noted</p>	<p>D23 Death penalty S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general</p>	<p>Implemented</p>
<p>118.69 Consider abolishing the death penalty (Chile) (Mozambique); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.33</p>	<p>Noted</p>	<p>D23 Death penalty S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.70 Abolish capital punishment in all circumstances (Mexico); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.33</p>	<p>Noted</p>	<p>D23 Death penalty S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general</p>	<p>Not implemented</p>
<p>Theme: D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment</p>			

<p>118.160 Eliminate practices of torture and ill-treatment against Palestinian detainees, particularly children, including during arrests, transfers and interrogation (Turkey); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment B11 International humanitarian law F31 Children: definition; general principles; protection S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - children - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>Theme: D26 Conditions of detention</p>			
<p>118.125 Desist from abusing human rights defenders and cease the arbitrary detention of children (South Africa); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.47</p>	<p>Noted</p>	<p>D26 Conditions of detention D32 Enforced disappearances D33 Arbitrary arrest and detention H1 Human rights defenders Affected persons: - children - human rights defenders</p>	<p>Not implemented</p>
<p>Theme: D31 Liberty and security - general</p>			
<p>118.75 Ensure full respect for international human rights obligations, in particular those specified in article 9 of the International Covenant on Civil and Political Rights, towards all prisoners, and that the United Nations Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment definition of torture be incorporated into Israeli legislation (Ireland); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.33</p>	<p>Noted</p>	<p>D31 Liberty and security - general D26 Conditions of detention A41 Constitutional and legislative framework D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - persons deprived of their liberty</p>	<p>Not implemented</p>

<p>118.80 Limit the application of administrative detention to clearly defined and exceptional cases, in accordance with international law; and refrain completely from holding minors in administrative detention (Germany); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.32</p>	<p>Noted</p>	<p>D31 Liberty and security - general D33 Arbitrary arrest and detention A12 Acceptance of international norms F31 Children: definition; general principles; protection F34 Children: Juvenile justice B11 International humanitarian law S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - children - persons deprived of their liberty - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.84 Ensure that the detention of civilians, especially children, is carried out in accordance with international law and standards and without discrimination, including by ensuring the right to prompt and meaningful access to a lawyer prior to and during interrogations (Finland); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.32</p>	<p>Noted</p>	<p>D31 Liberty and security - general D33 Arbitrary arrest and detention B11 International humanitarian law F33 Children: protection against exploitation D51 Administration of justice & fair trial S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - children - persons deprived of their liberty - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>

<p>118.82 Stop the practice of arbitrary administrative detention, release detainees and captives in Israeli prisons, especially children and women (Qatar); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.33</p>	<p>Noted</p>	<p>D31 Liberty and security - general D33 Arbitrary arrest and detention B11 International humanitarian law F33 Children: protection against exploitation F1 Women S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - women - children - persons deprived of their liberty - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.83 Ensure that the use of administrative detention is limited to temporary and exceptional cases, and that international law, including human rights law, is fully respected, in particular regarding children held in administrative detention (Sweden); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.32</p>	<p>Noted</p>	<p>D31 Liberty and security - general D33 Arbitrary arrest and detention B11 International humanitarian law F33 Children: protection against exploitation S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - children - persons deprived of their liberty - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p><i>Theme: D33 Arbitrary arrest and detention</i></p>			

<p>118.72 Refrain from the practice of arbitrary detentions and prevent cases of the use of torture in places of deprivation of liberty (Russian Federation); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.32</p>	<p>Noted</p>	<p>D33 Arbitrary arrest and detention D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment D26 Conditions of detention S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - persons deprived of their liberty</p>	<p>Not implemented</p>
<p><i>Theme: D41 Freedom of movement</i></p>			
<p>118.190 Allow unfettered access for international assistance to improve the humanitarian situation of the Palestinian people in Gaza (Indonesia); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>D41 Freedom of movement A28 Cooperation with other international mechanisms and institutions B11 International humanitarian law S08 SDG 8 - economic growth, employment, decent work S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>

<p>118.187 Permanently lift the blockade on the Gaza Strip, to allow for the import and export of fuel, food, building materials and other essential goods (Bahrain); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>D41 Freedom of movement B11 International humanitarian law E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation E22 Right to food S08 SDG 8 - economic growth, employment, decent work S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.185 Lift the excessive blockade on the Gaza Strip, and guarantee access to people and products without in or out impediments (Qatar); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>D41 Freedom of movement B11 International humanitarian law E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation E26 Human Rights & drinking water and sanitation S06 SDG 6 - water and sanitation S08 SDG 8 - economic growth, employment, decent work S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>

<p>118.186 End the closure of the Gaza Strip, guarantee freedom of movement to the entire population, as well as respect and protect their human rights, in particular by guaranteeing access to goods and services essential to their realization (Switzerland); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>D41 Freedom of movement B11 International humanitarian law E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation S08 SDG 8 - economic growth, employment, decent work S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.173 Repeal without delay all restrictions on the freedom of movement and access within the Occupied Palestinian Territories, in order to ensure full enjoyment of fundamental rights by residents, as well as an adequate standard of living (Turkey); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>D41 Freedom of movement B11 International humanitarian law E21 Right to an adequate standard of living - general A12 Acceptance of international norms S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.177 Reverse policies and practices that negatively affect the enjoyment of human rights by Palestinians both in Israel and in the OPT, including the blockade on Gaza, demolition of houses, destruction of property and natural resources, illegal settlements on Palestinian lands and many others (Namibia); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>D41 Freedom of movement B11 International humanitarian law E23 Right to adequate housing S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>

<p>118.174 Remove restrictions on the freedom of movement of residents of the Occupied Palestinian Territory and facilitate access to necessary medical services and resources (Maldives); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>D41 Freedom of movement B11 International humanitarian law E41 Right to health - General S03 SDG 3 - health S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.176 Reduce restrictions on freedom of movement to allow for better access to health services for Palestinians, particularly those residing in Gaza (Canada); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>D41 Freedom of movement B11 International humanitarian law E41 Right to health - General S03 SDG 3 - health S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.172 Take steps to ensure the right to freedom of movement for Palestinians (Iceland); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>D41 Freedom of movement B11 International humanitarian law S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.188 Consult on possibilities to broaden access to a safe passage between Gaza and the West Bank (Austria); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>D41 Freedom of movement B11 International humanitarian law S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>

<p>118.175 Respect the rights of Palestinians to freedom of movement in the Occupied Palestinian Territory, including access to religious sites such as the Al Aqsa Mosque; and through the lifting of the blockade on the Gaza Strip (Malaysia); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>D41 Freedom of movement D42 Freedom of thought, conscience and religion B11 International humanitarian law Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.189 Assist in the reconstruction of the Gaza Strip and allow the access of humanitarian aid (Mexico); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>D41 Freedom of movement E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation B11 International humanitarian law S08 SDG 8 - economic growth, employment, decent work S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Partially implemented⁶⁹</p>
<p>Theme: D43 Freedom of opinion and expression</p>			
<p>118.171 Ensure that Israeli and Palestinian civil society actors, including human rights defenders, can exercise their freedom of speech and carry out their work unhindered (Norway); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.53</p>	<p>Noted</p>	<p>D43 Freedom of opinion and expression H1 Human rights defenders B11 International humanitarian law S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - human rights defenders</p>	<p>Not implemented</p>

<p>118.170 Maintain an enabling environment for the work of NGOs and journalists, and lift the prohibition on Israeli journalists visiting the Palestinian territories (France); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.53</p>	<p>Noted</p>	<p>D43 Freedom of opinion and expression H1 Human rights defenders D41 Freedom of movement B11 International humanitarian law S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - media - persons affected by armed conflict - human rights defenders</p>	<p>Not implemented</p>
<p>Theme: D51 Administration of justice & fair trial</p>			
<p>118.154 Effectively prevent and sanction incidents of the use of excessive force and unlawful killings by security personnel against Palestinians, especially by aligning relevant legislation with international human rights law (Turkey); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>D51 Administration of justice & fair trial D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment D21 Right to life B11 International humanitarian law S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict - law enforcement / police officials</p>	<p>Not implemented</p>
<p>Theme: D6 Rights related to name, identity, nationality</p>			
<p>118.87 Ensure equal rights for all citizens, in full compliance with the principle of citizenship and respect for freedom of religion and belief for all (Egypt); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.37</p>	<p>Noted</p>	<p>D6 Rights related to name, identity, nationality B31 Equality & non-discrimination S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p>	<p>Not implemented</p>

<i>Theme: E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation</i>			
<p>118.183 Respect the right of Palestinians to have access to their natural resources and to exploit them freely; and guarantee access to all basic services, especially drinking water (Bolivarian Republic of Venezuela); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation E26 Human Rights & drinking water and sanitation B11 International humanitarian law S06 SDG 6 - water and sanitation S08 SDG 8 - economic growth, employment, decent work S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.182 Stop exploiting and plundering Palestinian natural resources in violation of the relevant United Nations resolutions (United Arab Emirates); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation E6 Rights to protection of property; financial credit B11 International humanitarian law A28 Cooperation with other international mechanisms and institutions S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>

<p>118.181 Halt the confiscation and expropriation of Palestinian lands and grant access to the Palestinians in the occupied Palestinian territory to natural resources, including agricultural land and water (Plurinational State of Bolivia); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation E6 Rights to protection of property; financial credit E26 Human Rights & drinking water and sanitation B11 International humanitarian law S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>Theme: E22 Right to food</p>			
<p>118.180 Allow the people in the Occupied Palestinian Territory unimpeded access to water, food and medical care (South Africa); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>E22 Right to food E26 Human Rights & drinking water and sanitation B11 International humanitarian law S02 SDG 2 - hunger and food security S06 SDG 6 - water and sanitation S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>Theme: E23 Right to adequate housing</p>			
<p>118.191 Take necessary measures to prevent forced eviction of the Palestinian people (Indonesia); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>E23 Right to adequate housing B11 International humanitarian law S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>

<p>118.178 Taking immediate action to cease the policy of demolitions of Palestinian properties and buildings, and provide a clearly defined and transparent process for the construction of properties and buildings for Palestinians in Area C of the West Bank and in East Jerusalem, in the Occupied Palestinian Territories (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>E23 Right to adequate housing E6 Rights to protection of property; financial credit B11 International humanitarian law S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.179 Review the housing policy and refrain from carrying out evictions and demolitions, taking into account the human rights of Palestinians (Ecuador); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>E23 Right to adequate housing E6 Rights to protection of property; financial credit B11 International humanitarian law S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>Theme: E26 Human Rights & drinking water and sanitation</p>			
<p>118.184 Ensure the end of Palestinian groundwater confiscation and other water resource allocation within illegal settlements (Bahrain); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>E26 Human Rights & drinking water and sanitation B11 International humanitarian law S06 SDG 6 - water and sanitation S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>Theme: E6 Rights to protection of property; financial credit</p>			

<p>118.222 Urgently cease discriminatory and unlawful planning process in the West Bank and Jerusalem, with a view to repealing legislation confiscating Palestinian lands (Turkey); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>E6 Rights to protection of property; financial credit A42 Institutions & policies - General B31 Equality & non-discrimination B11 International humanitarian law S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p><i>Theme: F12 Discrimination against women</i></p>			
<p><i>Theme: F31 Children: definition; general principles; protection</i></p>			
<p>118.193 Implement measures to guarantee and protect the rights of Palestinian children in areas relating to education, criminal procedure, poverty and security (Chile); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.53</p>	<p>Noted</p>	<p>F31 Children: definition; general principles; protection B11 International humanitarian law E21 Right to an adequate standard of living - general E25 Human rights & poverty E51 Right to education - General F34 Children: Juvenile justice S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - children - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.194 Adopt the necessary measures to oversee the application of the Convention on the Rights of the Child in the occupied Arab territories (Uruguay); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>F31 Children: definition; general principles; protection B11 International humanitarian law S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - children - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>

<p>118.197 Strengthen protections for Palestinian children by halting military proceedings against them and applying fully the Fourth Geneva Convention to this vulnerable group (Maldives); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>F31 Children: definition; general principles; protection F34 Children: Juvenile justice B11 International humanitarian law S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - children - persons deprived of their liberty - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.196 Taking action to protect child detainees, ensuring the mandatory use of audiovisual recording in interrogations with all child detainees, ending the use of painful restraints, and consistently and fully informing detainees of their legal rights (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>F31 Children: definition; general principles; protection F34 Children: Juvenile justice D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment D51 Administration of justice & fair trial S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - children - persons deprived of their liberty - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>

<p>118.198 Ensure that all Palestinian children detained are held in the occupied Palestinian territory, and not in Israel (Denmark); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>F31 Children: definition; general principles; protection F34 Children: Juvenile justice D31 Liberty and security - general D26 Conditions of detention D33 Arbitrary arrest and detention S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - children - persons deprived of their liberty - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.199 Ensure the implementation of international standards as well as recommendations by the United Nations Children's Fund (UNICEF) related to Palestinian minors in Israeli detention and prisons (Slovenia); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.53</p>	<p>Noted</p>	<p>F31 Children: definition; general principles; protection F34 Children: Juvenile justice D31 Liberty and security - general D33 Arbitrary arrest and detention D26 Conditions of detention B11 International humanitarian law S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - children - persons deprived of their liberty - persons affected by armed conflict</p>	<p>Not implemented</p>
<p><i>Theme: G1 Members of minorities</i></p>			

<p>118.131 Ensure non-discrimination and respect for the rights of persons belonging, in particular, to the Israeli Arab and Bedouin minorities, including in access to land, employment, housing and places of worship (France); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.24</p>	<p>Noted</p>	<p>G1 Members of minorities B31 Equality & non-discrimination D42 Freedom of thought, conscience and religion E23 Right to adequate housing E31 Right to work S10 SDG 10 - inequality S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.132 Legally recognize unrecognized Bedouin villages in the Negev and improve the access of all Bedouin citizens to basic services, including adequate housing, water and sanitation, health care and education (Slovenia); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.24</p>	<p>Noted</p>	<p>G1 Members of minorities E23 Right to adequate housing E26 Human Rights & drinking water and sanitation E41 Right to health - General E51 Right to education - General S03 SDG 3 - health S04 SDG 4 - education S06 SDG 6 - water and sanitation S10 SDG 10 - inequality Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p>	<p>Not implemented</p>
<p>Theme: G4 Migrants</p>			

<p>118.139 Respect the rights of refugees as enshrined in the Geneva Refugee Convention; and refrain from implementing the policy of forcible relocation to third countries without ensuring that relocation agreements include protection safeguards and that the overall legal framework is known by those who may volunteer for relocation (Germany); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.28</p>	<p>Noted</p>	<p>G4 Migrants A12 Acceptance of international norms S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - refugees & asylum seekers</p>	<p>Not implemented⁶⁹</p>
<p>Theme: G5 Refugees & asylum seekers</p>			
<p>118.135 Ensure access for asylum seekers in Israel to a fair and prompt refugee status determination process (Slovenia); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.28</p>	<p>Noted</p>	<p>G5 Refugees & asylum seekers D51 Administration of justice & fair trial S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - refugees & asylum seekers</p>	<p>Not implemented</p>
<p>118.137 Ensure migrants, refugees, asylum seekers and displaced persons have access to a fair and expeditious refugee status determination process (Algeria); Source of position: A/HRC/38/15 - Para. Par.29</p>	<p>Noted</p>	<p>G5 Refugees & asylum seekers D51 Administration of justice & fair trial S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - migrants - refugees & asylum seekers</p>	<p>Not implemented</p>
<p>119.2 Ensure that national asylum procedures are in line with the 1951 Convention relating to the Status of Refugees and its 1967 Optional Protocol, as well as other international laws and standards relating to persons in need of international protection (State of Palestine); Source of position: A/HRC/38/15/Add.1 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>G5 Refugees & asylum seekers S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - refugees & asylum seekers</p>	<p>Not implemented</p>
<p>Theme: H1 Human rights defenders</p>			
<p>119.1 Stop targeting human rights defenders, including by repealing the so-called “NGO Transparency” Law, the so-called “Anti-Boycott” Law, as well as the March 2017 amendment to the so-called “Entry to Israel” Law (State of Palestine); Source of position: A/HRC/38/15/Add.1 - Para. Par.51</p>	<p>Noted</p>	<p>H1 Human rights defenders A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - human rights defenders</p>	<p>Not implemented</p>